



ORADÉA VIE

2022

Rapport sur la solvabilité
et la situation financière

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice 2022

SOMMAIRE

LISTE DES ABRÉVIATIONS 05

SYNTHÈSE 06

A - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS 08

1 - ACTIVITÉ 08

1.1 INTRODUCTION	08
1.2 AUTORITÉ DE SUPERVISION	08
1.3 AUDITEURS EXTERNES	08
1.4 POSITION D'ORADÉA VIE AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	08
1.5 LIGNES D'ACTIVITÉ ET IMPLANTATIONS GÉOGRAPHIQUES DE LA SOCIÉTÉ	09

2 - PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE SOUSCRIPTION 10

3 - PERFORMANCE DES INVESTISSEMENTS 12

3.1 VENTILATION DES PLACEMENTS D'ORADÉA VIE PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	12
3.2 VENTILATION DU RÉSULTAT FINANCIER PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	13
3.3 PLUS ET MOINS-VALUES LATENTES DU PORTEFEUILLE PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	14
3.4 INVESTISSEMENTS DANS DES TITRISATIONS	14

4 - PERFORMANCE DES AUTRES ACTIVITÉS 15

4.1 CONTRATS DE LOCATION SIGNIFICATIFS	15
4.2 RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS	15

5 - AUTRES INFORMATIONS 15

B - SYSTÈME DE GOUVERNANCE 16

1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE 16

1.1 ORGANE DE GOUVERNANCE ET FONCTIONS CLÉS	16
1.2 POLITIQUE ET PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION	18
1.3 AUTRES INFORMATIONS	18

2 - EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ 19

3 - SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ 19

3.1 SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES	19
3.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES	20
3.3 ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)	23

4 - SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE 23

4.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	23
4.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	24

5 - FONCTION D'AUDIT INTERNE 26

5.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION AUDIT INTERNE	26
5.2 INDÉPENDANCE ET OBJECTIVITÉ DE LA FONCTION AUDIT INTERNE	27

6 - FONCTION ACTUARIELLE 28

6.1 MISSION DE LA FONCTION ACTUARIELLE	28
6.2 MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION ACTUARIELLE	28

7 - SOUS-TRAITANCE 28

7.1 DISPOSITIF MIS EN ŒUVRE	28
7.2 ACTIVITÉS OU FONCTIONS OPÉRATIONNELLES IMPORTANTES OU CRITIQUES SOUS-TRAITÉES	29

8 - AUTRES INFORMATIONS 29

C - PROFIL DE RISQUE 30

1 - INTRODUCTION 30

2 - RISQUE DE SOUSCRIPTION 31

2.1 EXPOSITION AU RISQUE DE SOUSCRIPTION ET MESURES D'ÉVALUATION	31
2.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION	32
2.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION	32
2.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE SOUSCRIPTION	32

3 - RISQUE DE MARCHÉ 32

3.1 EXPOSITION AU RISQUE DE MARCHÉ ET MESURES D'ÉVALUATION	32
3.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE MARCHÉ	33
3.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE MARCHÉ	33
3.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE MARCHÉ	33

4 - RISQUE DE CRÉDIT 34

4.1 EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET MESURES D'ÉVALUATION	34
4.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT	34
4.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT	34
4.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE CRÉDIT	34

5 - RISQUE DE LIQUIDITÉ 34

5.1 EXPOSITION AU RISQUE DE LIQUIDITÉ ET MESURES D'ÉVALUATION	34
5.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ	34
5.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ	34
5.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE LIQUIDITÉ	34

6 - RISQUES OPÉRATIONNELS 35

7 - AUTRES RISQUES 35

D - VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ 36

1 - ACTIFS 37

1.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS	37
---	----

2 - PROVISIONS TECHNIQUES 41

2.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	41
---	----

3 - AUTRES PASSIFS 44

3.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS	45
---	----

4 - AUTRES INFORMATIONS 46

E - GESTION DU CAPITAL 47

1 - FONDS PROPRES 47

1.1 POLITIQUE DE GESTION DES FONDS PROPRES	47
1.2 STRUCTURE ET MONTANTS DES FONDS PROPRES DISPONIBLES	47
1.3 RÉCONCILIATION DES FONDS PROPRES DES ÉTATS FINANCIERS AVEC L'EXCÉDENT DES ACTIFS SUR LES PASSIFS ÉVALUÉS SELON LES PRINCIPES SOLVABILITÉ 2	48
1.4 ÉLÉMENTS DÉDUITS DES FONDS PROPRES	49
1.5 FONDS PROPRES ÉLIGIBLES À LA COUVERTURE DES EXIGENCES DE CAPITAL	49

2 - CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS 51

2.1 EXIGENCES DE CAPITAL ET RATIO DE COUVERTURE	51
2.2 DESCRIPTION DES PRINCIPES DE CALCUL DES EXIGENCES DE CAPITAL	51
2.3 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS PAR MODULES DE RISQUE	52
2.4 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS	53

3 - UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS 54

4 - DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ 54

5 - NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS 54

6 - AUTRES INFORMATIONS 54

ANNEXE 55

1 - TABLE DE CORRESPONDANCE ENTRE LES PRODUITS COMMERCIALISÉS PAR ORADÉA VIE ET LES LIGNES D'ACTIVITÉ PRÉVUES PAR LA DIRECTIVE SOLVABILITÉ 2 55

ÉTATS QUANTITATIFS ANNUELS 56

1. ÉTAT S.02.01.02 - BILAN SOLVABILITÉ 2	56
2. ÉTAT S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ	59
2. ÉTAT S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ (SUITE)	60
3. ÉTAT S.05.02.01 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR PAYS	62
4. ÉTAT S.12.01.02 - PROVISIONS TECHNIQUES VIE ET SANTÉ SLT	64
5. ÉTAT S.17.01.02 PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE	66
6. ÉTAT S.19.01.21 SINISTRES EN NON-VIE	68
7. ÉTAT S.22.01.21 IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES	70
8. ÉTAT S.23.01.22 FONDS PROPRES	71
8. ÉTAT S.23.01.22 FONDS PROPRES (SUITE)	72
9. ÉTAT S.25.01.21 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD	73
10. ÉTAT S.28.01.01 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) - ACTIVITÉ D'ASSURANCE OU DE RÉASSURANCE VIE UNIQUEMENT	74

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Le tableau suivant récapitule les acronymes fréquemment utilisés dans le présent document :

Acronyme	Description	Acronyme	Description
ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution	MCR	<i>Minimum Capital Requirement</i> : minimum de capital requis
ALM	<i>ALM Asset Liability Management</i> : gestion actif-passif	OPCI	Organisme de Placement Collectif Immobilier
AMSB	<i>Administrative, Management or Supervisory Body</i> : organe d'administration, de gestion de contrôle (Conseil d'administration)	OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
AVM	<i>AVM Alternative Valuation Method</i> : méthode de valorisation alternative	ORSA	<i>Own Risk and Solvency Assessment</i> : évaluation interne des risques et de la solvabilité
BCE	Banque Centrale Européenne	PANE	Primes Acquisées Non Émises
BE	<i>Best Estimate</i> : meilleure évaluation des provisions techniques sous Solvabilité 2	PB	Participation aux Bénéfices
BSCR	<i>Basic Solvency Capital Requirement</i> : capital de solvabilité de base	PCA	Plan Comptable des Assurances
CACIR	Comité d'Audit, de Contrôle Interne et des Risques	PENA	Primes Émises Non Acquisées
CIC	<i>Complementary Identification Code</i> : code EIOPA utilisé pour la classification des actifs sous Solvabilité 2	PERP	Plan d'Épargne Retraite Populaire
EIOPA	<i>European Insurance and Occupational Pensions Authority</i> : autorité européenne de surveillance	PPNA	Provision pour Primes Non Acquisées
ESG	<i>Economic Scenario Generator</i> : générateur de scénarios économiques	PSAP	Provision pour Sinistres à Payer
IAS/IFRS	<i>International Accounting Standards/ International Financial Reporting Standards</i> : normes comptables internationales	QMP	<i>Quoted Market Price</i> : prix de marché coté
IBNR	<i>Incurring But Not yet Reported</i> : sinistres survenus mais non encore déclarés	QRT	<i>Quantitative Reporting Template</i> : état de reporting quantitatif Solvabilité 2
KPI	<i>Key Performance Indicators</i> : indicateurs clés de performance	RFF	<i>Ring Fenced Fund</i> : fond cantonné tel que défini par la norme Solvabilité 2
LAT	<i>Liability Adequacy Test</i> : test de suffisance des passifs prévu par les normes IFRS	RM	<i>Risk Margin</i> : marge pour risque
LoB	<i>Line of Business</i> : lignes d'activité définies selon la norme Solvabilité 2	SCI	Société Civile Immobilière
		SCR	<i>Solvency Capital Requirement</i> : capital de solvabilité requis
		S/P	Ratio charges de sinistres rapportées aux primes
		SST	<i>Solvency and Stress Test</i>
		SII	Solvabilité 2
		UC	Unités de Comptes
		VA	<i>Volatility Adjustment</i> : ajustement pour volatilité

SYNTHÈSE

La réglementation Solvabilité 2 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, et s'applique à l'ensemble des compagnies et des groupes d'assurance établis au sein de l'Union Européenne. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière a pour objectif de présenter l'ensemble de l'information financière et prudentielle publique requise et se compose de cinq parties prescrites par la réglementation.

Le présent rapport a été validé par le Conseil d'administration d'Oradéa Vie.

Activités et résultats

Oradéa Vie est la compagnie d'assurance vie du groupe Société Générale, entièrement dédiée aux partenariats. De nombreux conseillers en gestion de patrimoine indépendants, mais aussi de plateformes, sociétés de gestion et banques de gestion de fortune font confiance à Oradéa Vie pour le développement de leurs activités en assurance vie.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs d'activité :

(En millions d'euros)	2022	2021
Chiffre d'affaires	1 798	1 659
Résultat technique	13	13
Résultat net	8	9
Placements financiers (valeur de marché)	4 638	4 116
Capitaux propres comptables	54	54
Fonds propres disponibles S2	230	212

Le chiffre d'affaires d'Oradéa Vie s'élève à 1 798 M€ à fin 2022, en progression de 8% par rapport à fin 2021. En assurance vie épargne, la collecte brute atteint 1 746 M€, en hausse de 135 M€ (+8%) par rapport à fin 2021. Dans un contexte de marché de l'assurance vie moins favorable qu'en 2021, Oradéa Vie a pu s'appuyer sur son socle élargi de partenaires et la qualité de son offre pour générer de la croissance. La collecte brute sur les supports en unités de compte a augmenté de 147 M€ (+17%), légèrement compensée par la baisse de la collecte sur les supports en euros (-12 M€). Le taux d'UC dans la collecte atteint ainsi 59% sur l'exercice 2022, en progression de +4 points par rapport à 2021. En prévoyance, le chiffre d'affaires atteint 52 M€ à fin 2022, et enregistre une croissance de 8% par rapport à l'exercice 2021, principalement portée par l'assurance des emprunteurs. Le résultat net d'Oradéa Vie au

titre de l'exercice 2022 s'établit à 8 M€, en diminution de 7% par rapport à 2021.

La loi Pacte de 2019 a instauré le Plan d'Épargne Retraite (PER) en remplacement des anciens produits de retraite individuels et collectifs. Cette nouvelle législation a imposé aux assureurs de procéder au cantonnement des contrats PER avant le 1^{er} janvier 2023, tout en permettant le transfert dans ce canton des contrats de retraite préexistants. Le partage de richesse avec les contrats adossés au fond général et le transfert des actifs vers le canton PER ont été réalisés selon des principes définis et ont obtenu l'autorisation de l'ACPR. Pour Oradéa Vie, le nouveau canton PER présente les caractéristiques d'un fond cantonné (RFF) telles que définies par Solvabilité 2. Au 31 décembre 2022, le canton PER est constitué par des supports en euros pour 97 M€ et par des supports en unités de compte à hauteur de 226 M€.

Système de Gouvernance

La mise en œuvre des systèmes de gestion des risques et de contrôle interne d'Oradéa Vie est réalisée par Sogécap, société mère du groupe Sogécap. Dans ce cadre, Oradéa Vie délègue aux titulaires des fonctions clés de Sogécap les tâches afférentes à l'exécution de ces fonctions.

Le dispositif global de gestion des risques et de contrôle interne est conçu pour permettre la maîtrise des risques significatifs de manière régulière et dans les meilleurs délais. Il repose sur les informations et les outils nécessaires pour analyser et gérer ces risques de manière adéquate.

Au cours de l'exercice 2022, le système de gouvernance d'Oradéa Vie et ses composantes n'ont pas fait l'objet d'évolution majeure. Deux nouveaux dirigeants effectifs ont été nommés en début d'année 2022.

Profil de risque

Oradéa Vie exerce son activité d'assurance vie à travers la distribution et l'acceptation en réassurance d'une gamme étendue de contrats assurance vie épargne et de prévoyance. L'activité assurance vie épargne étant prédominante dans l'activité et le bilan d'Oradéa Vie, les risques de marché constituent l'exposition la plus significative. Ils sont toutefois limités par le traité de réassurance avec Sogécap qui couvre les contrats d'épargne investis sur les supports en euros. Au sein des risques de marché, Oradéa Vie est surtout sensible aux chocs sur le niveau des taux d'intérêt, des

marchés actions et des *spreads* de crédit. En lien avec l'activité d'assurance vie épargne, le risque de rachats, au sein des risques de souscription vie, est également significatif.

Les événements majeurs des derniers exercices, la crise sanitaire puis la guerre en Ukraine qui se poursuit, ont entraîné des répercussions macro-économiques importantes et ont renforcé le niveau d'incertitude. Leurs répercussions sur Oradéa Vie ont principalement porté sur le volume d'activité, mais la société n'a pas connu d'évolution majeure de son profil de risque.

Valorisation du bilan économique

Les principes généraux de valorisation des actifs et passifs retenus sont ceux prévus par les dispositions de la Directive Solvabilité 2, des Règlements Délégués 2015/35 et 2019/981 et des notices de l'ACPR. Les actifs et les passifs sont valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire au montant pour lequel ils pourraient être échangés, transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Le bilan économique, établi à partir du bilan comptable, est l'élément central de l'environnement prudentiel Solvabilité 2. Il constitue la base de calcul des fonds propres prudentiels et des exigences en capital (SCR et MCR). L'écart entre l'actif net du bilan économique et celui du bilan statutaire correspond principalement aux plus-values latentes sur le portefeuille d'actifs financiers et à la différence de valorisation des provisions techniques.

Gestion du capital

Oradéa Vie gère son niveau de fonds propres S2 de manière à faire face à tout instant à son exigence en capital de solvabilité requis. Pour évaluer ses besoins en fonds propres, Oradéa Vie a recours à la formule standard de l'EIOPA.

À fin 2022, comme à fin 2021, les fonds propres disponibles d'Oradéa Vie se composent du capital social, de la réserve de réconciliation (réserves statutaires et marges futures), des fonds excédentaires et d'emprunts subordonnés. L'ensemble de ces fonds propres sont éligibles à la couverture du SCR. En revanche, 51 M€ d'emprunts subordonnés Tier 2 ne sont pas éligibles à la couverture du MCR à fin 2022 du fait de l'application des règles de limitation, contre 61 M€ à fin 2021.

(En millions d'euros, sauf %)	2022	2021
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	230	212
SCR	175	153
Ratio de couverture du SCR	132 %	138 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	179	151
MCR	44	38
Ratio de couverture du MCR	410 %	394 %

Avec un taux de couverture du SCR de 132% à fin 2022, en baisse de 6 points par rapport à fin 2021, Oradéa Vie satisfait aux exigences réglementaires en termes de solvabilité. Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR ont augmenté de 18 M€, du fait notamment de la hausse des marges futures, en lien avec la remontée des taux d'intérêt, et de l'émission d'un emprunt subordonné Tier 2 de 10 M€ en fin décembre 2022. Le SCR atteint 175 M€ à fin 2022, en hausse de 22 M€ par rapport à fin 2021. La croissance de l'activité et des encours ainsi que la remontée des taux d'intérêt contribuent à l'augmentation des exigences en capital.

A - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

1 - ACTIVITÉ

1.1 INTRODUCTION

Oradéa Vie filiale à 100 % du groupe Société Générale est une société anonyme de droit français d'assurance sur la Vie et de Capitalisation au capital de 26 704 256 euros entièrement libéré. Son siège social se situe Tour D2 - 17 bis, place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex. La Société est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 430 435 669.

Oradéa Vie a pour objet de réaliser des opérations d'assurances sur la Vie et, d'une façon générale, toutes opérations comportant des engagements dont les effets dépendent de la durée de la vie humaine, les co-assurances, la réassurance sur la vie.

1.2 AUTORITÉ DE SUPERVISION

Oradéa Vie est soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) dont le siège est situé 4, place de Budapest - 75009 Paris. Le groupe Sogécap dont dépend Oradéa Vie est également soumis à la supervision de l'ACPR.

1.3 AUDITEURS EXTERNES

Les états financiers d'Oradéa Vie font l'objet d'un audit légal par un commissaire aux comptes. Celui-ci est désigné par l'Assemblée Générale pour un mandat d'une durée de 6 ans.

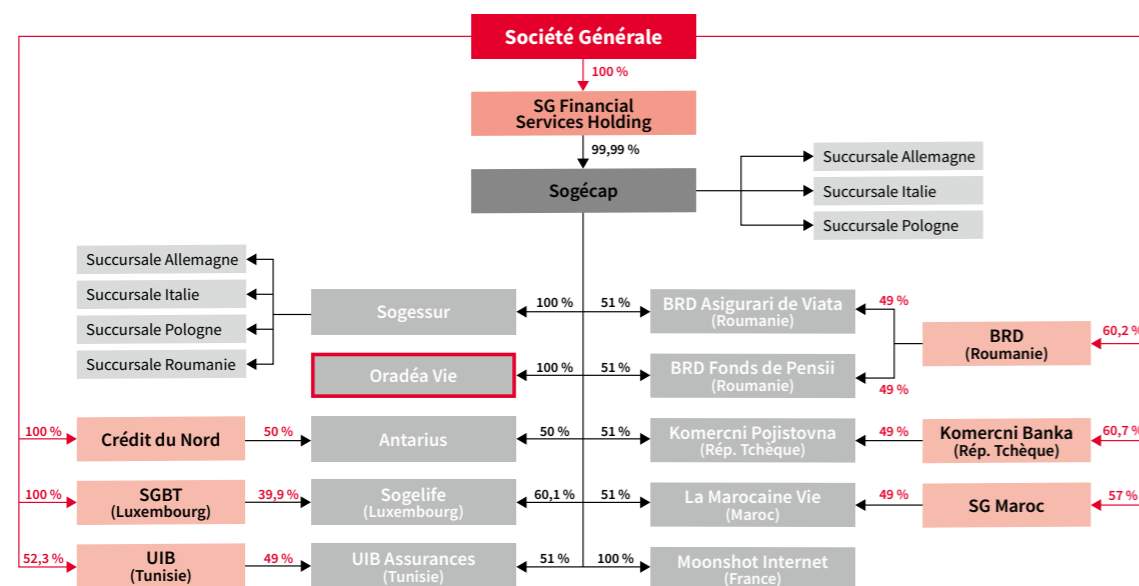
Ernst & Young Audit	1-2, place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris La Défense 1
--------------------------------	---

1.4 POSITION D'ORADÉA VIE AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Oradéa Vie est détenue à 99,99 % par Sogécap S.A. Les personnes morales détenant directement des participations qualifiées dans l'entreprise sont les suivantes :

Sociétés	Pays	Forme juridique	Quote-part
Sogécap	France	S.A.	99,99%
Société Générale de Participations	France	S.A.	0,01%

L'organigramme suivant présente la position d'Oradéa Vie au sein de la structure simplifiée du Groupe Sogécap :



1.5 LIGNES D'ACTIVITÉ ET IMPLANTATIONS GÉOGRAPHIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Compagnie d'assurance vie au cœur de la stratégie de développement de Société Générale Assurances, Oradéa Vie conçoit des solutions d'assurance vie épargne, de retraite individuelle et d'assurance emprunteur en parfaite adéquation avec les tendances du marché. Oradéa Vie poursuit sa croissance en articulant sa stratégie autour de deux axes majeurs : en assurance vie épargne, via des partenariats d'envergure avec des plateformes de conseillers en gestion de patrimoine et des acteurs de la gestion privée, et en prévoyance avec son offre d'assurance emprunteur qu'elle distribue via des partenariats avec des courtiers et des prescripteurs en crédits.

ASSURANCE VIE ÉPARGNE

ÉPARGNE INDIVIDUELLE

- Assurance vie
- Capitalisation

PRÉVOYANCE

PRÉVOYANCE ET ASSURANCE SANTÉ INDIVIDUELLES

- Assurance temporaire décès
- Assurance santé individuelle
- Assurance obsèques
- Assurance dépendance

ASSURANCE DES EMPRUNTEURS ET PRÉVOYANCE COLLECTIVE

- Assurance des emprunteurs
- Prévoyance entreprises
- Assurance santé collective

Une table de correspondance entre les segments/produits et les lignes d'activité Solvabilité 2 est présentée en annexe.

Le tableau ci-dessous présente, pour les deux derniers exercices, le chiffre d'affaires des principaux segments sur lesquels la société opère :

(En millions d'euros, hors %)	2022		2021	
Chiffre d'affaires	1 798	100 %	1 659	100 %
Assurance vie épargne	1 746	97 %	1 611	97 %
Affaires directes	1 746	97 %	1 611	97 %
Euro	709	39 %	721	43 %
UC	1 037	58 %	890	54 %
Acceptations	-	-	-	-
Prévoyance	52	3 %	48	3 %
Affaires directes	26	1 %	23	1 %
Acceptations	26	1 %	25	2 %

Les activités d'Oradéa Vie sont uniquement réalisées en France.

2 - PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE SOUSCRIPTION

Le tableau ci-dessous présente la performance de souscription d'Oradéa Vie par ligne d'activité Solvabilité 2, telle qu'elle est restituée dans le QRT S.05.01*. Celui-ci est construit à partir du compte de résultat de la société, établi selon les principes comp-

tables français, mais il n'intègre pas certains éléments, notamment financiers, qui concourent significativement à la performance de la société sur le segment assurance vie épargne.

(En millions d'euros)	2022							
	Non-Vie	Vie						Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance maladie	Assurance avec des participations aux bénéficiaires	Assurance indexée et en UC	Autres engagements d'assurance vie	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises brutes	2	9	709	1 037	14	6	20	1 798
Primes acquises brutes	2	9	709	1 037	14	6	20	1 798
Charges des sinistres brutes	-2	-6	-333	-213	-6	10	-0	-550
Variation des autres provisions techniques brutes	-	0	-377	-428	-	-	-	-805
Dépenses engagées	-0	-6	-20	-48	-4	-3	-11	-91
Cessions en réassurance	-	-0	78	-	-0	-	-	78
Autres dépenses								-0
Solde de souscription (QRT S.05.01)								429

* Le QRT S.05.01 Primes, Sinistres et Dépenses par ligne d'activité est présenté en annexe.

(En millions d'euros)	2021							
	Non-Vie	Vie						Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance maladie	Assurance avec des participations aux bénéficiaires	Assurance indexée et en UC	Autres engagements d'assurance vie	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises brutes	2	9	721	890	12	6	20	1 659
Primes acquises brutes	2	8	721	890	12	6	20	1 658
Charges des sinistres brutes	-2	-6	-277	-166	-5	-1	-2	-459
Variation des autres provisions techniques brutes	-	0	-441	-890	0	0	0	-1 331
Dépenses engagées	-0	-5	-18	-40	-4	-3	-11	-81
Cessions en réassurance	-	0	68	0	0	0	0	68
Autres dépenses								0
Solde de souscription (QRT S.05.01)								-145

Le tableau suivant détaille les éléments du compte de résultat technique non repris dans le QRT S.05.01 permettant de réconcilier le solde de souscription avec le résultat technique.

(En millions d'euros)	2022	2021
Solde de souscription (QRT S.05.01)	429	-145
Produits nets des placements*	78	73
Ajustements nets ACAV (plus-values)	-357	201
Autres produits techniques	20	16
Participations aux résultats	-158	-133
Résultat technique comptable	13	13

* Hors frais de gestion des placements.

Le chiffre d'affaires d'Oradéa Vie s'élève à 1 798 M€ à fin 2022, en hausse de +8 % par rapport à fin 2021.

En assurance vie épargne, le niveau de primes atteint 1 746 M€ en 2022, en hausse de +8 % par rapport à l'année précédente. Dans un contexte de marché de l'assurance vie moins favorable qu'en 2021, Oradéa Vie a pu s'appuyer sur son socle élargi de partenaires et la qualité de son offre pour générer de la croissance. La croissance de la collecte brute est portée par les supports en unités de compte (+147 M€ vs 2021 ; soit +17 %), compensant la légère baisse observée sur les supports en euros (-12 M€ vs 2021 ; soit -2 %). Ainsi, la part en unité de compte dans la collecte brute s'élève à 59 % à fin 2022 (+4 pts vs 2021).

Le chiffre d'affaires en prévoyance atteint 52 M€ à fin 2022, en hausse de +8 % par rapport à l'exercice 2021. La prévoyance représente 3 % du chiffre d'affaires d'Oradéa Vie. L'activité repose principalement sur l'assurance des emprunteurs (ADE) (46 M€ de primes en 2022 représentant 89 % du chiffre d'affaires sur cette ligne d'activité). Les principaux partenariats pour la distribution de ces produits sont pour l'ADE crédits à la consommation, La Banque Postale Financement, et pour l'ADE crédits immobiliers, le réseau de distribution de Crédit du Nord ainsi que des partenaires externes au groupe Société Générale.

La charge de prestations globale s'élève à 552 M€ sur l'exercice 2022, en hausse de 92 M€ par rapport à l'exercice précédent.

(En millions d'euros)	2022	2021	Variation
Sinistres	-42	-44	2
Capitaux échus	0	0	0
Rachats	-473	-352	-121
Rentes et divers	-37	-65	28
Charges de prestations totales	-552	-460	-92

La hausse des charges de prestations supportées par Oradéa Vie entre 2022 et 2021 résulte de la hausse du volume de rachats, en lien avec la conjoncture économique et la croissance des encours de la société. Le taux de charges de prestations en assurance vie rapportées aux provisions mathématiques des supports en euros et en unités de compte augmente de +0,5 % en 2022 (7,2 %) par rapport à 2021 (6,7 %).

La variation des provisions techniques représente une charge de -805 M€ en 2022, en baisse de 526 de M€ par rapport à 2021.

(En millions d'euros)	2022	2021	Variation
Charge des provisions d'assurance Vie - Euro	-383	-469	86
Charge des provisions d'assurance Vie - UC	-421	-862	441
Charge des autres provisions techniques	0	0	0
Total	-805	-1 331	526

Le solde financier est négatif et s'élève à -80 M€ à fin 2022. La variation de -20 M€ par rapport à 2021 résulte de l'effet combiné de la hausse de la charge de participation aux résultats et de la hausse des produits de placements.

Les frais d'acquisition et d'administration s'élèvent à 86 M€ en 2022, en hausse de 10 M€ par rapport à l'exercice 2021. Cette évolution reflète la hausse de l'activité et des encours.

Le résultat de réassurance, constitué principalement des flux relatifs au traité de réassurance avec Sogécap portant sur les engagements d'assurance vie épargne en euros représente un produit de 78 M€ en 2022, en hausse de 10 M€ par rapport à 2021.

En conséquence, le résultat technique s'établit à 12,6 M€ au titre de l'exercice 2022, en baisse de -0,5 M€ par rapport à l'exercice précédent.

3 – PERFORMANCE DES INVESTISSEMENTS

3.1 VENTILATION DES PLACEMENTS D'ORADÉA VIE PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Le tableau ci-dessous présente les placements détenus par Oradéa Vie par catégorie d'actifs (Codification CIC) tels qu'ils apparaissent dans le bilan comptable et dans le bilan prudentiel au 31 décembre 2022 :

(En millions d'euros)	2022			2021
	Valeur au bilan Solvabilité 2	Valeur au bilan comptable	% Valeur au bilan comptable	Valeur au bilan Solvabilité 2
Actifs du Fonds général	433	473	10,1 %	401
Obligations souveraines	139	165	3,5 %	169
Obligations d'entreprise	87	103	2,2 %	96
Actions	2	2	0,0 %	2
Fonds d'investissement	41	37	0,8 %	46
Titres structurés	2	3	0,1 %	3
Trésorerie et dépôts	147	147	3,2 %	75
Prêts et prêts hypothécaires	15	15	0,3 %	10
Actifs des contrats en UC	4 205	4 205	89,9 %	3 716
Total	4 638	4 678	100 %	4 116

3.2 VENTILATION DU RÉSULTAT FINANCIER PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Les éléments constitutifs du résultat financier (y compris les charges d'intérêts) d'Oradéa Vie, tels qu'ils apparaissent dans les états financiers de la société (compte technique vie et non technique) sont les suivants :

(En millions d'euros)	2022	2021	Notes
Revenus des placements	81	77	A.3.2.1
Profits et pertes provenant de la réalisation des placements	1	0	A.3.2.2
Autres produits et charges des placements	-1	-2	A.3.2.3
Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts	-4	-3	A.3.2.4
Résultat financier	76	73	
<i>dont Résultat technique</i>	<i>78</i>	<i>73</i>	
<i>dont Résultat non technique</i>	<i>-2</i>	<i>0</i>	

3.2.1 Revenus des placements par catégorie

Les revenus de placements sont constitués par les flux de rémunération propres à chaque catégorie d'actifs financiers. Il s'agit principalement des coupons pour les instruments de taux, des dividendes pour les instruments de capitaux propres ou des produits d'intérêts pour les prêts.

(En millions d'euros)	2022	2021
Obligations souveraines	2	2
Obligations d'entreprises	2	2
Actions	3	3
Fonds d'investissement	45	38
Titres structurés	28	30
Trésorerie et dépôts	1	1
Prêts et prêts hypothécaires	0	0
Total	81	77

3.2.2 Profits et pertes provenant de la réalisation des placements

Le tableau ci-dessous présente les plus et moins values réalisées résultant de la cession d'actifs financiers au cours de l'exercice.

(En millions d'euros)	2021	2020
Obligations souveraines	0	-
Obligations d'entreprises	0	-
Actions	0	-
Fonds d'investissement	-0	0
Titres structurés	-	-
Total	1	0

3.2.3 Autres produits et charges des placements

Les autres produits et charges des placements correspondent principalement aux amortissements de surcotes/décotes des obligations à revenus fixes et aux éventuelles dotations/reprises de provisions pour dépréciation. Au titre de l'exercice 2022, ce poste représente une charge de 0,7 M€.

3.2.4 Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts

Le poste frais internes et externes de gestion des placements représente une charge de 4 M€ sur l'exercice 2022, en hausse de 1 M€ par rapport à l'exercice 2021. Il est constitué principalement des charges d'intérêts liées aux emprunts subordonnés émis par Oradéa Vie ainsi que des frais accessoires liés aux opérations sur titres.

3.3 PLUS ET MOINS-VALUES LATENTES DU PORTEFEUILLE PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

À fin 2022, le portefeuille d'actifs financiers (hors UC) d'Oradéa Vie est en situation de moins-value latente à hauteur de -40 M€, alors qu'à fin 2021, le portefeuille était en situation de plus-value latente de 15 M€. Dans le contexte de forte remontée des taux d'intérêt observé en 2022, la valeur de marché des obligations est significativement impactée. Dans le bilan comptable, les ac-

tifs étant comptabilisés à leur prix d'acquisition éventuellement corrigé des dépréciations pour risque de défaut, ces moins-values latentes ne sont pas comptabilisées. Le tableau suivant présente la situation des plus ou moins-values latentes par catégorie d'actifs :

(En millions d'euros)	2022	2021
Obligations souveraines	-27	3
Obligations d'entreprises	-16	2
Actions	0	1
Fonds d'investissement	3	7
Titres structurés	-1	0
Trésorerie et dépôts	0	2
Total	-40	15

3.4 INVESTISSEMENTS DANS DES TITRISATIONS

Au 31 décembre 2022, le portefeuille d'actifs financiers d'Oradéa Vie ne comprend aucun investissement dans des titrisations.

4 – PERFORMANCE DES AUTRES ACTIVITÉS

4.1 CONTRATS DE LOCATION SIGNIFICATIFS

Oradéa Vie n'a conclu aucun contrat de location significatif à fin 2022.

4.2 RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

Le tableau ci-dessous présente les autres produits et charges non techniques concourant au résultat net d'Oradéa Vie au titre de l'exercice écoulé et de l'exercice précédent :

(En millions d'euros)	2022	2021
Résultat technique net	13	13
Produits nets des placements – non technique*	-2	0
Autres produits et charges non techniques	0	0
Résultat exceptionnel	-0	0
Impôts sur les bénéfices	-3	-4
Résultat net de l'exercice	8	9

*Présenté en partie 3 – Performance des investissements.

5 – AUTRES INFORMATIONS

Création du canton Plan Épargne Retraite (PER) au 31 décembre 2022

La loi Pacte de 2019 a instauré le Plan d'Épargne Retraite (PER) en remplacement des anciens produits de retraite individuels et collectifs. Cette nouvelle législation a imposé aux assureurs de procéder au cantonnement des contrats PER avant le 1^{er} janvier 2023, tout en permettant le transfert dans ce canton des contrats de retraite préexistants. Le partage de richesse avec les contrats adossés au fond général et le transfert des actifs vers le canton PER ont été réalisés selon des principes définis et ont obtenu l'autorisation de l'ACPR. Pour Oradéa Vie, le nouveau canton PER présente les caractéristiques d'un fond cantonné (RFF) telles que définies par Solvabilité 2. Au 31 décembre 2022, le canton PER est constitué par des supports en euros pour 97 M€ et par des supports en unités de compte à hauteur de 226 M€.

B - SYSTÈME DE GOUVERNANCE

1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

Les informations publiées dans le présent rapport concernent la société Oradéa Vie en tant qu'entité individuelle exerçant une activité d'assurance sur la vie et de capitalisation. Oradéa Vie est intégrée dans le groupe Sogécap, qui mutualise avec ses filiales un certain nombre de dispositifs et de procédures dans le cadre du système de gouvernance. Les informations présentées dans cette section décrivent le système de gouvernance en vigueur à l'issue de l'exercice écoulé et les évolutions introduites depuis la précédente publication.

1.1 ORGANE DE GOUVERNANCE ET FONCTIONS CLÉS

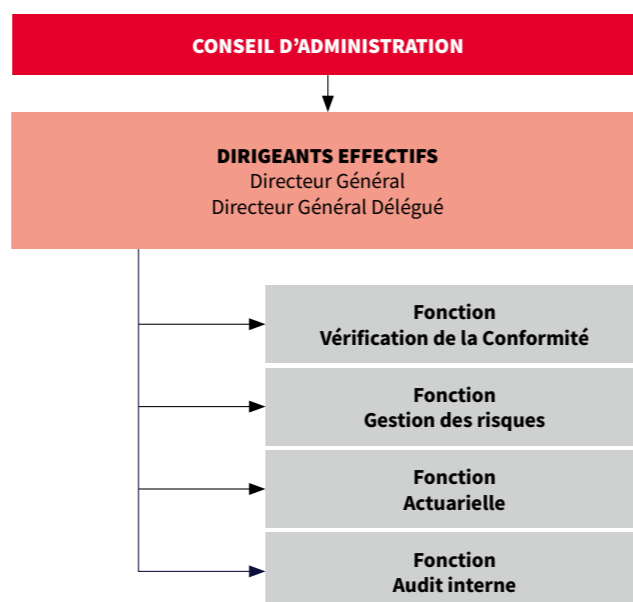
1.1.1 Présentation du système de gouvernance d'Oradéa Vie

Oradéa Vie est une société d'assurance sur la vie et de capitalisation ayant la forme d'une société anonyme à Conseil d'administration. En tant que société anonyme de droit français, Oradéa Vie dispose :

- d'un Conseil d'administration, chargé de définir les orientations stratégiques de la société et de suivre leur mise en œuvre ;
- d'une Direction générale chargée de la mise en œuvre des orientations stratégiques décidées par le Conseil d'administration en s'assurant de la maîtrise des risques engendrés par l'activité de la société. La Direction générale d'Oradéa Vie est confiée à deux mandataires sociaux, un Directeur général et un Directeur général délégué.

En tant que société régie par le Code des assurances, et conformément aux dispositions imposées en matière de gouvernance par la directive Solvabilité 2, Oradéa Vie a désigné :

- son Directeur général et son Directeur général délégué en qualité de dirigeants effectifs pour satisfaire à la règle du double regard (obligation de direction des sociétés d'assurance par deux personnes au moins) ;
- ainsi que quatre fonctions clés.



1.1.2 Le Conseil d'administration

Missions et attributions

Le Conseil d'administration définit les orientations stratégiques de la société, orientations qui seront mises en œuvre sous son contrôle par la Direction générale.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires la concernant.

À cet égard, le Conseil d'administration :

- nomme le Président du Conseil d'administration, le Directeur général ainsi que les éventuels Directeurs généraux délégués sur proposition du Directeur général ;
- désigne les dirigeants effectifs ;
- arrête les comptes sociaux d'Oradéa Vie ;
- propose l'affectation du résultat ;
- établit le rapport de gestion incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise qui sera présenté à l'Assemblée Générale ;
- approuve le rapport sur l'évaluation propre des risques et de la solvabilité, le rapport sur la solvabilité et la situation financière, le rapport régulier au contrôleur, le rapport relatif au contrôle

interne du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que le rapport relatif aux procédures d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable d'Oradéa Vie ;

- prend connaissance du rapport actuariel d'Oradéa Vie ;
- valide le cadre d'appétit pour le risque ;
- réexamine une fois par an les politiques écrites relatives au système de gestion des risques, au système de contrôle interne d'Oradéa Vie, ainsi que la politique honorabilité et compétence et la politique de rémunération ;
- garantit l'indépendance des fonctions clés et auditionne au moins une fois par an les responsables de ces fonctions ;
- convoque les assemblées d'actionnaires.

Procédures de fonctionnement

Le Président du Conseil d'administration organise et dirige les travaux du Conseil dont le fonctionnement est régi par un règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration du 5 mai 2017. Il est revu autant que nécessaire, sa dernière mise à jour datant du 25 mars 2021.

Le Conseil d'administration d'Oradéa Vie se réunit dès que l'intérêt de la société l'exige et au moins trois fois par an, le plus souvent en mars, juillet et décembre. Au rendez-vous obligatoire du Conseil pour l'arrêté des comptes annuels et l'approbation des rapports prudentiels, s'ajoutent donc les séances dont la tenue est justifiée par le développement et le suivi de l'activité d'Oradéa Vie.

Ces réunions, dont le calendrier est fixé en fin d'année, sont mises à profit par la Direction générale pour communiquer aux membres du Conseil d'administration des informations relatives à la stratégie, au développement et aux résultats d'Oradéa Vie.

Une convocation à laquelle est joint l'ordre du jour de la réunion est adressée aux administrateurs ainsi que, le cas échéant, au Commissaire aux comptes et aux titulaires des fonctions clés. Chaque participant reçoit un dossier comprenant les documents afférents aux principaux sujets figurant à l'ordre du jour.

Le Secrétariat général de Sogécap est en charge, pour le compte d'Oradéa Vie, des modalités de tenue des réunions du Conseil d'administration ainsi que de la rédaction des procès-verbaux relatifs à celles-ci. Le procès-verbal de chaque réunion est ensuite arrêté par le Président qui le soumet à l'approbation du Conseil suivant. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux et signé par le Président et un administrateur.

Composition du Conseil

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'administration était composé de neuf membres, tous personnes physiques. La durée du mandat de chaque administrateur est de quatre années.

Comités spécialisés émanant du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration d'Oradéa Vie n'est assisté dans sa mission par aucun comité spécialisé.

1.1.3 Direction générale, dirigeants effectifs et fonctions clés

Direction générale et dirigeants effectifs

La Direction générale d'Oradéa Vie est composée :

- d'un **Directeur général**, Monsieur Laurent Doubrovine, qui assure la direction de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers ;
- d'un **Directeur général délégué**, Monsieur Frédéric Coin, appelé à exercer auprès du Directeur général une mission d'assistance.

En application des dispositions de l'article R. 322-168 du Code des assurances, Messieurs Laurent Doubrovine et Frédéric Coin sont dirigeants effectifs de la société Oradéa Vie.

Fonctions clés

Oradéa Vie délègue aux titulaires des fonctions clés de Sogécap la mission de prendre en charge les tâches afférentes à l'exécution de ces fonctions.

Cette sous-traitance est formalisée pour chacune de ces fonctions dans un contrat *ad hoc*, les titulaires des fonctions clés de Sogécap étant désignés dans ces protocoles de sous-traitance comme les personnes responsables des fonctions clés sous-traitées pour Oradéa Vie.

Les personnes responsables des fonctions clés chez Sogécap sont ainsi titulaires des fonctions clés vis-à-vis de la Direction générale d'Oradéa Vie et de son Conseil d'administration.

Composante majeure du système de gouvernance de la société, les titulaires des fonctions clés sont désignés par la Direction générale de Sogécap, compte tenu de leur expertise et de l'adéquation de la fonction clé avec la position managériale qu'ils exercent au sein du groupe Sogécap. Ils sont placés sous l'autorité du Directeur général ou d'un des Directeurs généraux délégués de Sogécap qui garantissent leur indépendance et disposent d'un positionnement hiérarchique adapté leur permettant d'exercer leur mission avec objectivité et impartialité. Les responsables de fonctions clés disposent ainsi de l'autorité, des ressources et de l'indépendance opérationnelle nécessaires pour conduire à bien les tâches qui leur incombent.

Ils participent régulièrement aux différents comités mis en place par la Direction générale et aux Conseils d'administration afin de rendre compte de leurs travaux. Leur audition par le Conseil

d'administration d'Oradéa Vie peut se dérouler en dehors de la présence des membres de la Direction générale si ce dernier l'estime nécessaire.

Les personnes désignées aux fonctions clés de Sogécap sont les suivantes :

- Monsieur Daniel Jost, en qualité de responsable de la fonction vérification de la conformité ;

- Monsieur Antoine Taveneaux , en qualité de responsable de la fonction gestion des risques ;
- Monsieur Jean-Jacques Pavot, en qualité de responsable de la fonction actuarielle ;
- ainsi que Monsieur Michel Noury, en qualité de responsable de la fonction audit interne.

Le tableau ci-après présente les principales missions attribuées aux responsables de fonctions clés au sein du groupe Sogécap :

FONCTION ACTUARIELLE

TITULAIRE : DIRECTEUR SUPERVISION ACTUARIELLE

- Émettre un avis sur la politique globale de souscription.
- Émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance et le profil de risque.
- Coordonner le calcul des provisions techniques.
- Produire un rapport actuariel, *a minima* annuel, à destination du Conseil d'administration, couvrant les points précédents.
- Contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, notamment la modélisation des risques du SCR et l'évaluation de l'ORSA.
- Apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques.

FONCTION GESTION DES RISQUES

TITULAIRE : DIRECTEUR RISQUES

- Assister les organes de gouvernance dans la mise en œuvre, l'animation, la coordination et le suivi du système de gestion des risques.
- Assurer un reporting détaillé de l'exposition aux risques.
- Assurer un suivi du profil de risque.
- Piloter le processus ORSA et inclure les résultats de l'ORSA dans la vision consolidée des risques reportée à l'organe de gouvernance.
- Identifier et évaluer les risques émergents ainsi que les risques de durabilité.
- Définir le cadre d'appétit pour le risque.

FONCTION AUDIT INTERNE

TITULAIRE : DIRECTEUR DE L'AUDIT INTERNE

- Définir le plan d'audit pluriannuel en concertation avec les organes de gouvernance de Sogécap.
- Coordonner l'activité d'audit interne au sein du groupe Sogécap et garantir la conformité par rapport aux exigences d'audit interne au niveau du groupe Société Générale.
- Présenter les conclusions des missions d'audit interne à l'organe de gouvernance et l'informer des délais envisagés pour remédier aux éventuelles insuffisances constatées.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des préconisations émanant des audits antérieurs.

FONCTION VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ

TITULAIRE : SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Contrôler la conformité des processus et décisions de l'entreprise avec la réglementation.
- Identifier et évaluer le risque de non-conformité (cartographie).
- Animer la filière conformité (plan conformité, suivi des incidents et des actions).
- Assurer un rôle de conseil auprès du Conseil d'administration et de la Direction générale.

1.2 POLITIQUE ET PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION

Il convient de rappeler qu'aucune rémunération n'est attribuée aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat. L'Assemblée Générale d'Oradéa Vie s'est de nouveau prononcée en ce sens en 2022.

Oradéa Vie, qui ne dispose d'aucun personnel propre, et dont les dirigeants ne perçoivent aucune rémunération dans le cadre de l'exercice de leur mandat, a adopté la politique de rémunération du groupe Sogécap lors de son Conseil d'administration du 19 octobre 2016.

Cette politique s'applique à Oradéa Vie pour ce qui concerne les schémas de rémunération des collaborateurs correspondant à la population régulée de la société Sogécap à laquelle les dirigeants effectifs d'Oradéa Vie appartiennent.

1.3 AUTRES INFORMATIONS

Oradéa Vie n'a pas conclu de transactions importantes durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable ou des membres de l'organe d'administration, de gestion et de contrôle.

2 - EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

La politique relative aux exigences d'honorabilité et de compétences permet de s'assurer, préalablement à toute notification et tout au long des fonctions exercées, que les personnes qui dirigent effectivement Oradéa Vie, ou occupent des fonctions clés au sein de la société :

- disposent des qualifications, des connaissances et d'une expérience professionnelle qui soient pertinentes pour leur permettre de superviser et de gérer de façon professionnelle, saine et prudente l'activité d'Oradéa Vie ;
- possèdent une réputation et une intégrité de bon niveau.

L'appréciation de ces critères se fait sur la base des éléments transmis par la personne pressentie pour occuper l'une de ses fonctions et permettant de justifier de ses qualifications professionnelles, de ses connaissances, de sa réputation, de son expérience dans le secteur de l'assurance ou tout autre secteur financier, de son ancienneté et de sa disponibilité.

Une fiche d'évaluation synthétisant l'ensemble de ces éléments est établie par le Secrétariat Général de Sogécap avant d'être transmise au Conseil d'administration d'Oradéa Vie afin de lui permettre de se prononcer sur la candidature qui lui est soumise.

Au cas particulier des fonctions clés, dont la désignation relève de la compétence du Directeur Général de Sogécap, ce dernier tient compte de l'avis rendu par le Secrétaire Général dans la fiche d'évaluation avant d'informer le Conseil d'administration d'Oradéa Vie de toute nouvelle nomination.

La compétence et l'honorabilité des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés sont réexaminées *a minima* une fois tous les cinq ans et pour les dirigeants effectifs lors de chaque renouvellement du mandat exécutif qu'ils détiennent.

Cette vérification peut, par ailleurs, être effectuée à tout moment, lors de la survenance de tout événement le justifiant et affectant l'un des dirigeants effectifs ou l'un des responsables de fonctions clés.

Par extension, cette politique est applicable à chaque administrateur d'Oradéa Vie dont la compétence s'apprécie individuellement mais également à la lumière de la compétence, de l'expérience et des attributions des autres membres du Conseil de manière à assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propres à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

3 - SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

Dans une optique d'optimisation de l'organisation des activités du groupe Sogécap en France, la mise en œuvre du système de gestion des risques d'Oradéa Vie est réalisée par Sogécap, société mère du groupe d'assurance Sogécap, pour le compte d'Oradéa Vie. Dans ce cadre, la fonction clé de gestion des risques est assurée par Sogécap.

Un protocole détaillant les modalités de cette externalisation a été formellement signé entre Sogécap et Oradéa Vie.

3.1 SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

3.1.1 Présentation générale

Le système de gestion des risques a pour objectif de déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer, en permanence, les principaux risques, aux niveaux individuel et agrégé, auxquels Oradéa Vie est ou pourrait être exposée en vue de la réalisation de ses objectifs stratégiques.

Le système de gestion des risques d'Oradéa Vie est contrôlé par les organes de gouvernance (Conseil d'administration, Direction

générale et fonctions clés) et repose sur les principales composantes suivantes :

- les instances présidées par la Direction générale de Sogécap (décrites en 3.2.1 Les instances Sogécap intégrant Oradéa Vie) ou émanant du Conseil d'administration de Sogécap (Comité ALM et Gestion des risques) afin d'assurer une gestion transverse des risques et un reporting adéquat pour une prise de décision éclairée ;
- les outils de gestion des risques aidant à la prise de décisions : cartographie, politiques écrites, indicateurs de suivi, processus de gestion des risques, évaluation interne des risques et de la Solvabilité.

Pour répondre à ces objectifs, le système de gestion des risques est intégré à la structure organisationnelle du groupe Sogécap et aux procédures de prise de décision. Il repose notamment sur les principes suivants :

- l'implication forte de la Direction générale et du Conseil d'administration ;
- l'incarnation des fonctions clés et la coopération entre les fonctions clés Supervision Actuarielle et Gestion des risques ;

- l'intégration du système à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision ;
- la coopération avec le système de contrôle interne ;
- la séparation claire des rôles et responsabilités pour éviter de potentiels conflits d'intérêts : « Les personnes responsables de la réalisation de tâches ne sont pas responsables du suivi et du contrôle de ces tâches. »

3.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

La mise en œuvre du système de gestion des risques relève de la responsabilité des organes de gouvernance et des fonctions clés d'Oradéa Vie à travers l'utilisation des outils de gestion des risques et les décisions prises dans les différents comités constitués. Oradéa Vie est également intégrée dans les comités de sa société mère Sogécap. Cette section présente les missions attribuées aux instances ainsi que les principales politiques de gestion des risques. L'évaluation interne des risques et de la solvabilité est présentée en section 3.3 suivante.

3.2.1 Les instances Sogécap intégrant Oradéa Vie

Comité ALM et Gestion des risques

Le Comité ALM et Gestion des risques, pour compte du Conseil d'administration, supervise la gestion actif/passif et la gestion des risques du groupe Sogécap. Il assure notamment :

- le suivi des grandes orientations des investissements, de la gestion ALM et des risques techniques ;
- la validation des seuils et limites de contrepartie et de change ;
- la validation de l'allocation stratégique par grandes classes d'actifs et des grandes orientations en termes de gestion actif/passif ;
- la validation de la couverture des risques ALM et techniques ;
- la revue des études et propositions de gestion actif/passif émanant des équipes ALM ou d'allocation ;
- la validation des dépassements de seuils ;
- l'analyse de la solvabilité (*stress test*) ;
- la réalisation d'un rapport régulier portant sur ces sujets au Conseil d'administration.

Comité Finances Investissements et Risques

Le Comité Finances Investissements et Risques rattaché à la Direction générale de Sogécap se réunit environ huit fois par an. Les principales missions de ce comité portent sur tout élément en rapport avec la gestion d'actifs, les limites d'investissement et les perspectives économiques et financières pouvant impacter la gestion des actifs, notamment :

- la préparation du Comité ALM et Gestion des risques ;
- l'examen de la situation des marchés financiers ;

- la validation de propositions d'investissement dans le respect de l'allocation stratégique validée par le comité ALM et de Gestion des risques⁽¹⁾.
- le suivi du reporting des investissements réalisés et des actifs⁽¹⁾ ;
- l'examen et validation des expositions des actifs par rapport aux limites définies par le comité ALM⁽¹⁾ ;
- le suivi du reporting de la gestion financière des filiales⁽¹⁾ ;
- la validation des procédures associées à l'investissement des actifs ;
- la présentation des résultats d'études ALM.

Comité Modèles Assurances de Personnes

Le Comité Modèle Assurances de Personnes valide les évolutions significatives des méthodes de calculs, hypothèses et paramétrages utilisées par les outils ALM et Solvabilité 2 du groupe Sogécap sur les périmètres assurance vie épargne et prévoyance.

Le comité valide en particulier les évolutions significatives de la modélisation des éléments suivants :

- le comportement des assurés, dont : rachats et résiliations, affaires nouvelles, lois biométriques, sinistralité et arbitrages ;
- les comportements de l'assureur, dont : détermination du taux servi aux assurés, provisions pour participation aux excédents, réalisation de plus et moins-values, allocation d'actifs, évolution tarifaire anticipée, réassurance, cadence de règlement des sinistres et frais généraux ;
- la frontière des contrats ;
- la modalité de calcul de la marge pour risque ;
- les générateurs de scénarios économiques : principaux paramètres du générateur.

Comité Technique

Ce comité, rattaché à la Direction générale de Sogécap, se réunit environ six fois par an et traite des sujets d'assurance de personnes ou d'assurance dommages.

Le comité a pour principales missions :

- le suivi de la mise en œuvre des politiques de risques liées à la souscription, au provisionnement et à la réassurance ;
- la validation des orientations en matière de réassurance, validation des stratégies de souscription et tarifications ;
- la validation des niveaux de provisions y compris les provisions complémentaires.

Comité Modèles Assurances de Personnes

Ce comité, rattaché à la Direction générale de Sogécap se réunit *a minima* une fois par an et valide les évolutions significatives des méthodes de calculs, hypothèses et paramétrages utilisés par les outils ALM et Solvabilité 2 du groupe Sogécap sur les périmètres assurance vie épargne et prévoyance.

Ce comité valide en particulier les évolutions significatives de la modélisation des éléments suivants :

- le comportement des assurés, dont : rachats et résiliations, affaires nouvelles, lois biométriques, sinistralité et arbitrages ;
- les comportements de l'assureur, dont : détermination du taux servi aux assurés, provisions pour participation aux excédents, réalisation de plus et moins-values, allocation d'actifs, évolution tarifaire anticipée, réassurance, cadences de règlement des sinistres et frais généraux ;
- les frontières des contrats ;
- les modalités de calcul de la marge pour risque ;
- les générateurs de scénarios économiques : Principaux paramètres du générateur.

Comité Stratégique RSE

Le Comité Stratégique RSE a pour principales missions :

- de valider la stratégie RSE et de réaliser les arbitrages nécessaires ;
- de suivre la mise en œuvre des différents plans d'action.

Comité Sécurité Société Générale Assurances

Le Comité Sécurité Société Générale Assurances a pour principales missions :

- de valider ou ajuster les propositions de plans d'actions sécurité proposés par le responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information ;
- de suivre le bon déroulement du plan d'actions Sécurité des Systèmes d'Information ;
- de suivre la conformité au référentiel de sécurité ;
- d'arbitrer et valider le plan de traitement des risques ;
- de remonter les risques du périmètre (cartographie) et de suivre leurs évolutions ;
- de valider les mises à jour de la politique générale de sécurité de l'information.

Comité Contrôle Interne

Le Comité Contrôle Interne, qui réunit à une fréquence mensuelle le Comité Exécutif du groupe Sogécap (dont la Direction Générale d'Oradéa Vie), la Direction du Contrôle Interne et le Service Évaluation du Contrôle Interne, a pour mission :

- de veiller à la cohérence transversale et à l'efficacité du contrôle interne ;
- d'analyser les différents résultats et indicateurs de contrôle ;
- de valider et coordonner les actions engagées, ou à engager, pour remédier aux anomalies constatées et pour améliorer l'efficacité du contrôle interne.

Comité de Coordination du Contrôle Interne

Le Comité de Coordination du Contrôle Interne est l'instance décisionnelle et de pilotage du contrôle interne au niveau du groupe Sogécap.

Sa mission est de permettre à la Direction Générale du groupe Sogécap, en tenant compte des préoccupations exprimées par les

différentes filières en matière de contrôle des risques dans leur domaine, par le contrôle permanent de niveau 2, par le contrôle périodique, par les autorités de supervision, ainsi que de ses propres constats :

- de veiller à la cohérence entre le développement de l'activité et la maîtrise des risques, et de prioriser les actions ;
- de disposer d'une vision d'ensemble du profil de risque, de la couverture des activités et entités par les dispositifs de contrôle permanent et périodique, de l'efficacité du contrôle permanent de premier niveau et de l'adéquation, quantitative et qualitative, des moyens humains et matériels dédiés aux contrôles permanents ;
- d'appréhender les éventuelles faiblesses du dispositif, notamment au regard de l'analyse des dysfonctionnements et des pertes éventuellement engendrées ;
- de suivre les plans d'actions décidés dans le cadre du contrôle interne et la mise en œuvre des préconisations des différents organes de contrôle ;
- de décider les mesures à mettre en œuvre pour remédier aux lacunes observées, pour prévenir la concrétisation des risques, et pour adapter le dispositif aux évolutions de l'activité, de son environnement et de la réglementation applicable ;
- de suivre les grands chantiers liés au contrôle interne (contrôle permanent de niveau 1, analyse des risques et des contrôles dans le cadre de la démarche de mise sous pilotage des processus...);
- de préparer la revue générale des risques et du dispositif de contrôle du groupe Sogécap, présentée une fois par an au CCCI du Groupe Société Générale.

Comité Nouveau Produit

Ce comité, rattaché à la Direction générale de Sogécap a pour principale mission de passer en revue de façon exhaustive tous les risques induits par le nouveau produit. À l'issue de cette revue, 3 types de décisions sont possibles :

- la validation ;
- la validation conditionnelle : conditions à remplir avant ou après la commercialisation ;
- le refus.

La décision d'approbation d'un nouveau produit n'est valable que pour une durée limitée. La période appropriée est déterminée par le comité pour une période déterminée.

3.2.2 Les outils de gestion des risques

Outil ALM

Pour calculer les besoins en fonds propres, Oradéa Vie dispose d'outils de modélisation stochastique ALM. Ces outils sont également utilisés dans le cadre du pilotage des activités assurance vie épargne.

(1) Ces éléments permettent d'examiner les niveaux de sécurité, de qualité, de liquidité et de rentabilité assignés au portefeuille d'actifs.

Outils de gestion des risques

Oradéa Vie dispose d'outils communs au système de gestion des risques et au système de contrôle interne, notamment :

- le référentiel des risques ;
- la cartographie des risques opérationnels, de non-conformité et stratégiques ;
- les politiques de gestion des risques ;
- les processus de gestion et de contrôle des risques.

3.2.3 Politiques de gestion des risques

Les principaux risques inhérents à l'activité d'Oradéa Vie sont couverts par des politiques de gestion des risques. Ces politiques formalisent les principes, processus et procédures mis en place par la société afin d'assurer la maîtrise de ses risques.

Afin d'adapter ces politiques aux facteurs internes et externes influençant les risques auxquels est soumise Oradéa Vie, celles-ci sont mises à jour au minimum annuellement.

Les politiques intégrées au système de gestion des risques sont les suivantes :

POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES

POLITIQUE DE GESTION GLOBALE DES RISQUES

L'objectif de ce document est de décrire la politique de gestion globale des risques en explicitant notamment la stratégie de gestion des risques. La définition de cette stratégie repose notamment sur des objectifs, des principes clés de gestion des risques, un cadre d'appétit pour le risque et une répartition des responsabilités dans l'entreprise.

POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE D'INVESTISSEMENT

La politique précise les principes à respecter notamment lors d'investissements sur des actifs complexes (produits dérivés, produits structurés, gestion alternative, prêts...). L'ensemble des seuils et limites validés par les instances de gouvernance de ce risque est également détaillé. L'ensemble de ces dispositions ont pour objectif de respecter le principe dit de la « personne prudente ».

POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE ALM

La politique détaille les principes et seuils à respecter, études et reporting à produire en vue notamment du pilotage à long terme de la société y compris la gestion du capital.

POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription est encadré par des règles qui recouvrent la définition de conditions de conception de produits (risques, garanties, familles de produits), de conditions de souscription à respecter (processus de souscription, seuils et limites à respecter), de reporting et suivi des risques souscrits et de contrôles.

POLITIQUE DE GESTION DU CAPITAL

La politique définit la gouvernance, les procédures et les contrôles mis en place pour la gestion du capital : évaluation des besoins en fonds propres, suivi du respect des exigences réglementaires applicables aux fonds propres et seuils d'alerte portant sur le ratio de couverture des besoins en fonds propres.

POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE DE PROVISIONNEMENT

L'objectif de la politique de provisionnement est de s'assurer qu'Oradéa Vie restitue une image fidèle des engagements pris sur l'ensemble des risques couverts, et ce dans le respect des normes comptables statutaires, IFRS et prudentielles. La politique définit ainsi le cadre de calcul des provisions techniques dans les différentes normes dans lesquelles elles doivent être produites.

POLITIQUE DE GESTION DU RISQUE DE RÉASSURANCE

La politique détaille l'ensemble du processus de mise en place d'un plan de réassurance (expression du besoin, seuils et limites et sélection du réassureur y compris les critères de solidité financière requis...) et les modalités de reporting et de suivi.

POLITIQUE D'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)

Cette politique décrit les processus et procédures mis en place pour conduire l'évaluation interne des risques et de la solvabilité au regard du profil de risque d'Oradéa Vie, des limites de tolérance au risque et du besoin global de solvabilité. Elle intègre également une description des méthodes et méthodologies appliquées au sein d'Oradéa Vie pour conduire l'ORSA.

3.3 ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)

L'évaluation globale de la solvabilité est réalisée dans un cadre défini par la Direction générale d'Oradéa Vie. Cette évaluation repose sur le calcul des besoins de fonds propres et des résultats normatifs⁽¹⁾, pour chaque année du business plan. Ces calculs sont réalisés dans le cadre d'un scénario central et de scénarios adverses.

L'ORSA permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de disposer d'une évaluation prospective des risques auxquels Oradéa Vie s'expose en vue de la réalisation de ses objectifs stratégiques à court et moyen termes. L'ORSA est un élément clé du dispositif de gestion des risques.

Le rapport ORSA est présenté pour approbation par la fonction de gestion des risques au Conseil d'administration avant soumission à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Les étapes clés de la mise en œuvre du processus ORSA s'enchaînent de la façon suivante :

- la définition du profil de risque ;
- l'analyse de l'adéquation du profil de risque à la formule standard ;
- la définition de l'appétit pour le risque ;
- la définition des scénarios de stress ;
- l'évaluation globale de la solvabilité ;
- la définition des actions de management ;
- la présentation du rapport ORSA au Conseil d'administration ;
- l'envoi au régulateur conformément à l'article L. 355-1 du code des assurances.

Fréquence

Le besoin global de solvabilité est calculé *a minima* une fois par an. Si besoin, un ORSA *ad hoc* pourrait être réalisé en cas d'évo-

lution défavorable de la solvabilité détectée par le dispositif de suivi du ratio de couverture des besoins en fonds propres ou en cas d'acquisition ou de cession significative d'une activité.

Besoin de solvabilité

L'évaluation des besoins de solvabilité découle d'un processus continu de suivi du profil de risque. Dans ce cadre, l'entité met en œuvre les dispositifs suivants :

- la formalisation d'un profil de risque une fois par an ;
- la validation annuelle du cadre d'appétit pour le risque ;
- la validation de la trajectoire budgétaire en respectant les seuils d'appétit pour le risque ;
- la réalisation de *stress tests* et sensibilité prospectifs ;
- le reporting trimestriel de l'appétit pour le risque au Conseil d'administration au niveau du groupe Sogécap ;
- la veille permanente sur l'évolution des risques.

Afin de maîtriser les risques identifiés, une gouvernance est organisée :

- la mise en place de comités dédiés à la gestion de chacun de ces risques.
- la formalisation du cadre de la gestion des risques via des politiques validées annuellement en Conseil d'administration.
- la mise en place d'une comitologie dédiée à l'approbation des évolutions matérielles des produits commercialisés et de tout nouveau produit.

Le profil de risque permet de déterminer les principaux risques auxquels la société est exposée. L'analyse du profil de risque d'Oradéa Vie montre son adéquation à la formule standard de calcul des besoins en fonds propres. Oradéa Vie retient donc l'exigence réglementaire de capital (SCR) comme mesure du besoin global de solvabilité.

4 – SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.1.1 Présentation générale

Le contrôle interne se définit comme l'ensemble des moyens mis en œuvre en permanence pour s'assurer que les opérations réalisées, l'organisation et les procédures mises en place sont conformes : aux dispositions légales et réglementaires, aux usages professionnels et déontologiques, et aux règles internes et orientations définies par l'organe exécutif de l'entreprise.

Il vise notamment à :

- prévenir les dysfonctionnements ;
- s'assurer de l'adéquation et du bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux considérés comme sensibles ;
- garantir la fiabilité, l'intégrité et la disponibilité des informations financières et de gestion ;
- vérifier la qualité des systèmes d'information et de communication.

(1) Résultat en norme IFRS avec taux d'impôts et de rendement des fonds propres suivant la norme Société Générale.

Dans le modèle des « trois lignes de défense » sur lequel repose le dispositif de contrôle d'Oradéa Vie, le système de contrôle interne représente les deux premières lignes de défense :

- la 1^{re} ligne de défense est assurée par le contrôle interne de niveau 1, qui est exercé par les métiers et les directions opérationnelles ;
- la 2^e ligne de défense est pour sa part constituée :
 - du contrôle interne de niveau 2, exercé par des équipes dédiées indépendantes des métiers et directions opérationnelles, qui vérifie en permanence l'adéquation et l'efficacité du contrôle interne de niveau 1 à l'organisation et aux processus ;
 - des fonctions de contrôle dédiées et des fonctions support responsables de domaines d'expertise.

Pour répondre à ses objectifs, le système de contrôle interne d'Oradéa Vie repose sur :

- l'implication forte de la Direction Générale et du Conseil d'administration ;
- l'incarnation de la fonction clé de Vérification de la Conformité et sa coopération avec les autres fonctions clés et notamment la fonction clé Gestion des Risques ;
- la collaboration étroite entre la fonction de Vérification de la Conformité et la filière Juridique ;
- la mise en œuvre homogène des dispositifs et outils de contrôle interne sur tout le périmètre.

4.1.2 Organisation

Dans une optique d'optimisation de l'organisation des activités du groupe Sogécap en France, la mise en œuvre du système de contrôle interne d'Oradéa Vie est réalisée par Sogécap, entreprise mère du groupe d'assurance Sogécap, pour le compte d'Oradéa Vie. Dans ce cadre, la fonction clé de vérification de la conformité est assurée par Sogécap.

Un protocole détaillant les modalités de cette externalisation a été formellement signé entre Sogécap et Oradéa Vie. Au sein de Sogécap, l'organisation et le pilotage du système de contrôle interne relèvent de la responsabilité du Secrétariat Général.

Ce dernier est composé de quatre directions et d'un service qui travaillent en étroite coordination, tout en maintenant une stricte indépendance :

- la Direction de la Conformité dont la mission est de définir, contrôler, piloter, faire évoluer et animer le dispositif de vérification de la conformité, afin de garantir la maîtrise des risques de non-conformité. Elle comprend notamment le dispositif de protection des données, incarné par le *Data Protection Officer* (DPO), et la Sécurité Financière. Elle est le support opérationnel

de la fonction clé de vérification de la conformité et fait partie intégrante du système de contrôle interne en application de la Directive Solvabilité 2 ;

- la Direction du Contrôle Interne qui a pour mission d'assurer l'efficacité du système de contrôle interne en supervisant le dispositif de contrôle interne ;
- le Service Évaluation du Contrôle Interne qui exerce le contrôle interne de niveau 2 ;
- la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales, qui a pour mission :
 - d'assurer la sécurité juridique et fiscale,
 - d'effectuer la veille juridique et de mesurer l'impact de toute réglementation législative ou réglementaire,
 - de fournir des conseils aux différentes directions dans le cadre de leurs activités, de leurs investissements et de leurs relations avec les prestataires ;
- la Direction Responsabilité Sociale et Environnementale qui définit et met en œuvre la politique RSE du groupe Sogécap.

4.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.2.1 Les instances

Comité d'Audit, du Contrôle Interne et des Risques (CACIR)

Ce comité émanant du Conseil d'administration se réunit trois fois par an. Ses principales attributions sont les suivantes :

- le suivi de l'information financière et prudentielle ;
- le suivi du contrôle interne ;
- le suivi de la gestion des risques ;
- le suivi du contrôle légal des comptes annuels et de l'indépendance du commissaire aux comptes ;
- l'examen du programme de contrôle périodique de l'entité ;
- le suivi de la réalisation des missions du commissaire aux comptes ;
- l'approbation de la fourniture des services autres que la certification des comptes (SACC).

Comité Contrôle Interne

Le Comité Contrôle Interne, qui réunit à une fréquence mensuelle le Comité Exécutif du groupe Sogécap (dont la Direction générale d'Oradéa Vie) et la Direction du Contrôle Interne et le Service Évaluation du Contrôle Interne, a pour mission :

- de veiller à la cohérence transversale et à l'efficacité du contrôle interne ;
- d'analyser les différents résultats et indicateurs de contrôle ;
- de valider et coordonner les actions engagées, ou à engager, pour remédier aux anomalies constatées et pour améliorer l'efficacité du contrôle interne.

Comité Conformité

Le Comité Conformité qui réunit à une fréquence mensuelle le Comité Exécutif du groupe Sogécap (dont la Direction Générale d'Oradéa Vie) et la Direction de la Conformité a pour mission :

- d'informer de toute évolution significative sur les lois, règlements et normes applicables susceptibles d'avoir un impact sur le risque de non-conformité ;
- de valider et coordonner les actions engagées, ou à engager, pour remédier aux anomalies constatées et pour améliorer l'efficacité du dispositif de vérification de la conformité.

Les politiques intégrées au système de contrôle interne sont les suivantes :

POLITIQUES DE CONTRÔLE INTERNE

POLITIQUE DE CONTRÔLE INTERNE

La politique décrit le dispositif de contrôle interne d'Oradéa Vie et précise ses modalités de mise en œuvre : principes, outils, responsabilités et missions.

POLITIQUE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ

La politique définit le cadre de maîtrise des risques de non-conformité et précise notamment :

- La gouvernance de la fonction de vérification de la Conformité.
- Ses caractéristiques (objectifs, champs d'action...).
- Ses missions (identifier et prévenir les risques de non-conformité, conseiller et former, contrôler et rendre compte, animer et coordonner).
- Les outils de vérification de la conformité (cartographie des risques de non-conformité, plan de vérification de la conformité, plan de contrôles, gestion des dysfonctionnements de conformité).

La politique de vérification de la conformité est réexaminée dès qu'une modification ou un ajout s'avère nécessaire et au minimum une fois par an.

En 2022, une modification a été apportée à la politique de Vérification de la Conformité avec l'ajout de la thématique finance durable dans le champ d'actions de la conformité.

POLITIQUE DE SOUS-TRAITANCE (cf. B.7)

La politique définit les principes applicables en termes de sous-traitance (notamment lors de l'étude d'un projet de sous-traitance et le suivi d'une prestation sous-traitée), particulièrement pour les activités ou fonctions opérationnelles considérées comme « importantes ou critiques ».

POLITIQUE D'HONORABILITÉ ET DE COMPÉTENCES (cf. B.2)

La politique est principalement destinée à garantir que toutes les personnes qui dirigent effectivement l'une des entités du groupe Sogécap, ou occupent des fonctions clés au sein du groupe, satisfont à tout moment aux exigences de compétence et d'honorabilité (qualifications, connaissances, expérience professionnelle, réputation, intégrité).

Le contrôle interne de niveau 1

Le contrôle interne de niveau 1 se définit comme l'ensemble des dispositions mises en œuvre en permanence pour garantir, au niveau opérationnel, la régularité, la validité et la sécurité des opérations.

Il concerne l'ensemble des collaborateurs et repose sur :

- le respect permanent par chacun d'entre eux, pour toutes les opérations qu'ils traitent, des règles et procédures en vigueur ;
- la vérification régulière par la hiérarchie du respect de ces procédures.

4.2.2 Les outils du système de contrôle interne

Les politiques du système de contrôle interne

Les politiques du système de contrôle interne formalisent les principes, processus et procédures mis en œuvre par Oradéa Vie.

Afin d'adapter ces politiques aux facteurs internes et externes influençant les risques auxquels est soumis Oradéa Vie, celles-ci sont mises à jour au minimum annuellement.

(1) Notamment séparation des fonctions, enregistrement immédiat et irrévocable de toute transaction, rapprochement entre informations de provenances différentes.

● **la supervision managériale**, qui consiste en une vérification formalisée par la hiérarchie de la bonne réalisation des contrôles opérationnels. Elle s'exerce sur l'ensemble des processus, en se concentrant en priorité sur les processus les plus sensibles et les risques les plus significatifs. Le dispositif de supervision managériale est encadré par une bibliothèque de contrôles (qui rassemble les objectifs de contrôle pour les directions opérationnelles et les fonctions support) et s'appuie sur un outil commun à toutes les entités du groupe Sogécap.

Le contrôle interne de niveau 2

Le contrôle interne de niveau 2 a pour mission de s'assurer, de manière régulière, de l'adéquation aux risques, de l'efficacité et de la bonne exécution du dispositif de contrôle de niveau 1.

Cette revue s'effectue par une analyse quantitative et qualitative des différents éléments du contrôle interne de niveau 1, et notamment de la supervision managériale (pertinence, définition des modes opératoires, qualité de réalisation, présence de justificatifs, suivi des actions correctrices).

Ces travaux donnent lieu à la formulation par les équipes de contrôle interne de niveau 2 d'un avis qualifié sur l'efficacité du contrôle interne de niveau 1 du périmètre concerné et, le cas échéant, de préconisations.

Le contrôle interne de niveau 2 est exercé par des équipes indépendantes des opérationnels et dédiées à cette activité.

Le suivi des dysfonctionnements de conformité

Le suivi des dysfonctionnements de conformité s'appuie sur un système d'alerte au fil de l'eau, mis en œuvre à l'échelle du groupe Sogécap, et sur un processus d'escalade au sein du groupe Société Générale.

En 2022, aucun dysfonctionnement de conformité n'a été détecté.

La procédure d'approbation des nouveaux produits

La procédure d'approbation des nouveaux produits est déployée et en vigueur dans l'ensemble de la ligne métier. Le processus

d'approbation est structuré de manière pyramidale en différents niveaux d'appréciation suivant les enjeux stratégiques et de risques. Un nouveau produit a fait l'objet d'une procédure d'approbation en 2021.

Trois nouveaux produits ont fait l'objet d'une procédure d'approbation en 2022.

Le suivi des missions et des relations avec les régulateurs

Les missions des régulateurs et les relations avec ces derniers font l'objet d'un suivi centralisé. Les préconisations émises par les régulateurs font notamment l'objet d'un suivi dédié.

L'année 2022 a été marquée par la finalisation de la mise en place des actions engagées suite au contrôle ACPR de 2021 sur le dispositif anti-blanchiment. Le suivi a été clôturé fin 2022 par l'ACPR.

Le dispositif de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme d'Oradéa Vie, est adapté aux dispositions issues de la 5^e Directive Européenne Anti-Blanchiment et repose sur les principes suivants :

- une classification des risques adaptée à l'activité ;
- des procédures dédiées à la LCB/FT, partagées notamment avec les services de gestion, qui constituent le premier rempart du dispositif ;
- des mesures de vigilance à l'égard de la clientèle ;
- un dispositif de surveillance des opérations ;
- une activité déclarative auprès de TRACFIN en France. En 2022, 16 déclarations de soupçons ont été réalisées ;
- un dispositif de filtrage contre les listes de sanctions financières internationales et de gel des avoirs ;
- la formation et la sensibilisation du personnel exposé : en 2022, 100 % des collaborateurs concernés ont suivi la formation Sécurité Financière ;
- un contrôle permanent et périodique.

5 – FONCTION D'AUDIT INTERNE

5.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION AUDIT INTERNE

Dans le modèle des « trois lignes de défense » sur lequel Oradéa Vie s'appuie, l'audit interne, contrôle périodique strictement indépendant des métiers comme du contrôle interne, constitue la 3^e ligne de défense.

5.1.1 Attributions

Cette fonction est assurée par le Directeur de l'Audit Interne du groupe Sogécap, fonction clé Audit Interne du groupe Sogécap.

Les activités d'Audit Interne d'Oradéa Vie sont, au même titre que les autres entités du groupe Sogécap, sous-traitées à la Direction Inspection et Audit de la Société Générale (IGAD1), sur

la base d'une convention signée le 27 janvier 2016 entre IGAD et Sogécap agissant tant pour son compte que pour celui de ses entreprises filiales.

À ce titre, IGAD assure l'exécution opérationnelle des tâches du contrôle périodique de toutes les activités du groupe Sogécap pour les principales catégories de risques (risques opérationnels, risques assurance, risques de contrepartie et risques de marché). Pour les sujets particulièrement techniques (aspects juridiques, fiscaux, informatiques, de modalisation et comptables), IGAD s'appuie sur ses équipes d'audit spécialisées.

Les prestations de service prises en charge par IGAD sont soumises à la politique de sous-traitance et considérées comme des fonctions importantes ou critiques au sens de l'article R. 354-7 du Code des Assurances. Les conditions d'exercice et de contrôle de cette activité sont formalisées dans la convention du 27 janvier 2016 susmentionnée.

En termes de moyens, la couverture du périmètre d'Oradéa Vie est assurée sur la base du budget prévisionnel des missions inscrites au plan d'audit du groupe Sogécap, tel que validé par les Conseils d'administration de Sogécap et d'Oradéa Vie. Les travaux conduits par le contrôle périodique s'appuient sur la méthodologie d'audit d'IGAD, mise en œuvre en fonction des domaines revus. Chaque mission donne lieu à un rapport de mission contenant une synthèse et des préconisations, lesquelles font ensuite l'objet d'un suivi régulier.

5.1.2 Organisation des missions d'Audit Interne

La gestion des activités d'Oradéa Vie étant assurée par Sogécap, les missions d'audit des activités d'Oradéa Vie sont parties intégrantes du plan d'audit de Sogécap car transversales aux deux entités. Le plan d'audit d'Oradéa Vie est établi sur une base pluriannuelle. Les missions couvrant l'ensemble du périmètre sont déterminées après une évaluation des risques de chaque département ou service de la société et d'une estimation d'un budget temps pour effectuer la revue ; cette évaluation est complétée par la cotation de la dernière mission et sa date de réalisation.

Des missions spéciales ou hors plan peuvent également être réalisées à la demande de la Direction générale d'Oradéa Vie.

5.1.3 Restitution des conclusions et suivi

Chaque mission donne lieu à une présentation, à la Direction de l'entité concernée, des constats et des préconisations.

Un rapport est communiqué à cette direction pour commentaires et formalisation du plan d'action et des échéances de mise en œuvre des recommandations.

Le rapport après commentaires est diffusé à l'ensemble du Comité Exécutif de Sogécap.

Le plan d'audit détaillé de l'exercice est présenté aux Comités d'Audit, de Contrôle Interne et des Risques (CACIR) de Sogécap et pour information au Conseil d'administration d'Oradéa Vie, lors des sessions de fin d'exercice précédent.

Le bilan des travaux et des constats de l'audit interne ainsi que le suivi de la mise en œuvre des préconisations des audits finalisés sont présentés au CACIR de Sogécap et au Conseil d'administration d'Oradéa Vie.

5.2 INDÉPENDANCE ET OBJECTIVITÉ DE LA FONCTION AUDIT INTERNE

La fonction Audit Interne, assurée par le Directeur de l'Audit Interne du groupe Sogécap et séparée du Contrôle Permanent, est rattachée hiérarchiquement à la Direction générale de Sogécap, ce qui garantit son indépendance vis-à-vis des différentes directions de Sogécap et d'Oradéa Vie.

Les reportings (tableaux de bord, missions d'audit) sont examinés de manière périodique par le Comité Exécutif de Sogécap et au cours de différents comités spécialisés.

L'indépendance et l'efficacité de l'audit interne sont par ailleurs évaluées et garanties par le CACIR de Sogécap et le Conseil d'administration d'Oradéa Vie.

6 – FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle d'Oradéa Vie est sous-traitée à Sogécap conformément à la décision du Conseil d'administration d'Oradéa Vie.

6.1 MISSION DE LA FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle est un contributeur clé dans le système de gestion des risques d'Oradéa Vie. Elle contribue, à travers son expertise, à la gestion des risques techniques qui sont l'une des composantes majeures du profil de risque de la société. Dans ce cadre, la mission confiée au responsable de la Fonction Actuarielle s'articule autour de trois axes principaux :

- la coordination et la revue du calcul des provisions techniques ;
- la revue de la politique du risque de souscription et de l'adéquation du programme de réassurance compte tenu du profil de risque de la société ;
- la contribution à la mise en œuvre du système de gestion des risques et à l'ORSA.

Le responsable de la Fonction Actuarielle est rattaché au Directeur Général Délégué Finances Investissements et Risques de Sogécap. Ce positionnement lui confère l'indépendance nécessaire pour mener à bien ses missions.

6.2 MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle a accès à l'ensemble des ressources nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont attribuées. Le

titulaire est également amené à participer aux différents comités dépendant du Conseil d'administration et de la Direction Générale sur les problématiques relevant de son périmètre.

La Fonction Actuarielle intervient dans le suivi des risques techniques et notamment dans la revue du calcul de provisions techniques, y compris le suivi de la qualité des données, dans le suivi du risque de souscription et de l'adéquation du dispositif de réassurance avec le profil de risque de la société.

Elle contribue donc à la mise en œuvre du système de gestion des risques à travers l'analyse et le suivi de ces risques techniques mais également à travers la mise en œuvre du processus ORSA.

Les travaux conduits par la Fonction Actuarielle dans le cadre des missions précitées, les conclusions et recommandations qui en résultent sont formalisés dans un rapport actuariel annuel qui fait l'objet d'une présentation à la Direction générale et au Conseil d'administration d'Oradéa Vie.

Les travaux menés par la Fonction Actuarielle permettent d'évaluer l'incertitude portant sur l'évaluation des provisions techniques. Les sensibilités de ces agrégats et la prudence dans les choix méthodologiques permettent d'assurer la suffisance des provisions techniques en norme Solvabilité 2.

7 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance d'une opération auprès d'un tiers externe, d'une autre entité du groupe Société Générale, ou d'une autre entité du groupe Sogécap, est une pratique usuelle. L'un de ses effets est toutefois de modifier le « profil de risque » attaché à cette prestation. En effet, la sous-traitance :

- induit des risques spécifiques, comme la dépendance vis-à-vis d'un tiers – par exemple, lorsque sont concentrées sur un nombre très restreint de prestataires certaines activités spécialisées pour l'ensemble des établissements ;
- peut se traduire par un accroissement des risques opérationnels, lorsque les prestations sont confiées à des tiers dont le dispositif de contrôle interne est moins robuste que celui de l'établissement procédant à la sous-traitance, ou qui sont soumis à un suivi réglementaire moins strict ;
- peut s'avérer non conforme à une réglementation applicable à Oradéa Vie, ou engendrer un risque de non-conformité en cas de défaillance du prestataire.

Cependant, la sous-traitance peut aussi contribuer à une meilleure maîtrise des risques, par exemple lorsque la prestation est confiée à un tiers disposant d'une expertise ou de moyens de contrôle supérieurs à ceux de l'établissement procédant à la sous-traitance.

Dans tous les cas, l'entité qui sous-traite une prestation en demeure responsable, ainsi que de la qualité du service fourni.

La sous-traitance fait donc l'objet d'un suivi spécifique dans le cadre du dispositif de contrôle interne. Elle ne doit pas conduire à une dégradation de la maîtrise des risques.

7.1 DISPOSITIF MIS EN ŒUVRE

De façon générale, tous les projets de sous-traitance doivent faire l'objet d'une analyse de risques formalisée préalable, notamment en vue d'apprécier le caractère « important ou critique » de la prestation qui en serait issue.

Les activités sous-traitées doivent faire l'objet d'un suivi. Les informations collectées doivent permettre d'identifier les points

de faiblesse éventuels, de challenger les plans d'actions palliatifs proposés et d'en suivre la mise en œuvre (dans les limites permises par la relation contractuelle).

L'activité sous-traitée demeurant sous la responsabilité de l'entité qui a procédé à la sous-traitance, elle reste donc dans le périmètre d'intervention de l'audit interne d'Oradéa Vie comme toute autre activité.

Les mesures applicables à toutes les opérations de sous-traitance sont renforcées si l'opération porte sur :

- une fonction ou activité considérée comme « importante ou critique » ;

- une fonction clé du système de gouvernance au sens de la Directive Solvabilité 2.



Dans ce cas, des dispositions particulières sont prises en termes :

- d'information des autorités de contrôle ;
- d'obligations contractuelles ;
- de reporting.

7.2 ACTIVITÉS OU FONCTIONS OPÉRATIONNELLES IMPORTANTES OU CRITIQUES SOUS-TRAITÉES

Les fonctions ou activités sous-traitées importantes et critiques d'Oradéa Vie sont les suivantes :

OBJET DE LA PRESTATION SOUS-TRAITÉE	LOCALISATION DU PRESTATAIRE
Activités liées au fonctionnement et à la gestion des contrats d'assurance	France
Gestion des actifs	France
Fonction clé Vérification de la conformité	France
Fonction clé Gestion des risques	France
Fonction clé Actuarielle	France
Fonction clé Audit interne	France
Équipe dédiée du groupe Société Générale mise à disposition de la fonction clé d'Audit Interne	France
Services informatiques (infrastructure, réseau, postes de travail, serveurs...)	France

Les prestataires importants et critiques font l'objet d'un suivi dans le cadre du système de contrôle interne pour notamment s'assurer de leur fiabilité, solidité financière et capacité de continuité d'activité en cas de situation d'urgence ou interruption d'activité.

Le suivi opérationnel quotidien est réalisé par les responsables métiers des activités sous-traitées, en collaboration avec la Direction du Contrôle Interne de Sogécap, notamment au travers d'indicateurs (d'activités et de risques), de comités de suivi, et, si besoin, de missions d'audit.

8 – AUTRES INFORMATIONS

Toutes les informations utiles relatives au système de gouvernance ont été présentées dans les sections B1 à B7.

C – PROFIL DE RISQUE

1 – INTRODUCTION

Oradéa Vie exerce son activité d'assurance vie à travers la distribution et l'acceptation en réassurance d'une gamme étendue de contrats d'assurance vie épargne et de prévoyance. L'activité assurance vie épargne étant prédominante dans l'activité et le bilan d'Oradéa Vie, les risques de marché constituent l'exposition la plus significative. Ils sont toutefois limités par le traité de réassurance avec Sogécap qui couvre les contrats d'épargne investis sur les supports en euros. Au sein des risques de marché, Oradéa Vie est surtout sensible aux chocs sur le niveau des taux d'intérêt, des marchés actions et des *spreads* de crédit. En lien avec l'activité d'assurance vie épargne, le risque de rachats, au sein des risques de souscription vie, est également significatif, bien qu'il soit atténué du fait de la réassurance.

Au travers de ses différentes composantes, le système de gestion des risques mis en place au sein d'Oradéa Vie a pour objectif de garantir en permanence la maîtrise de l'ensemble de ses risques. Ce système permet de déceler, de mesurer, de contrôler, de gérer et de déclarer de manière adéquate les risques auxquels la société est ou pourrait être exposée et de mettre en place les mesures d'atténuation adéquates si nécessaire.

Des politiques, validées par le Conseil d'administration, définissent le cadre de prise de risque en formalisant notamment la gouvernance et les métriques clés relatives à chaque risque.

Compte tenu des activités d'Oradéa Vie, sa politique de gestion des risques s'articule autour des principaux risques suivants, dont chacun est susceptible d'affecter son activité ou sa situation financière et prudentielle.

Les principaux risques auxquels Oradéa Vie est exposée sont :

- **Les risques ALM** (gestion actif passif) dont les risques de marché, de crédit et de liquidité. Oradéa Vie est principalement exposée aux risques ALM, qui sont limités du fait qu'Oradéa Vie réassure auprès de Sogécap son portefeuille de contrats investis sur des supports en euros (hors PERP).

- **Les risques techniques**, et particulièrement le risque de souscription vie à travers ses activités d'assurance vie épargne et de prévoyance. Ces risques peuvent être de nature biométrique : invalidité, longévité, mortalité, ou liés au comportement des assurés (risque de rachat). En outre Oradéa Vie est exposée au risque de défaut de ses réassureurs et plus particulièrement dans le cadre de la réassurance de la totalité de ses engagements investis sur le fonds garanti en euros. Dans une moindre mesure, Oradéa Vie est également exposée à des risques de souscription santé et non-vie au regard des garanties incluses dans ses contrats de prévoyance santé. Ces risques peuvent notamment émaner de la tarification, de la sélection, de la gestion des sinistres ou du risque de catastrophe.

- **Les risques opérationnels et autres risques** dont les risques stratégiques, de réputation et les risques de pertes ou de sanctions notamment du fait de défaillances des procédures et systèmes internes, d'erreurs humaines ou d'événements extérieurs.

À l'issue de l'exercice 2021, les impacts observés de la crise sanitaire sur les activités d'Oradéa Vie n'ont pas entraîné de déformation matérielle de son profil de risques de nature à remettre en cause la validité des scénarios de stress réalisés dans le cadre de l'ORSA.

Oradéa Vie utilise la formule standard pour évaluer ses besoins en fonds propres. Les sections 2 à 7 suivantes détaillent, sous le prisme des modules de calcul du SCR, le profil de risque de la société en termes d'exposition, de concentration et de sensibilités ainsi que les mesures d'atténuation des risques mises en place.

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité est réalisée annuellement dans un cadre défini par la Direction générale et en lien avec les fonctions concernées. Ce processus permet d'assurer l'actualisation des évaluations et son adéquation avec le cadre d'appétit pour le risque.

Le tableau suivant présente une synthèse des expositions aux principaux risques d'Oradéa Vie évaluées à l'aide de leurs modules de SCR respectifs pour l'exercice de référence :

(En millions d'euros)	31 décembre 2022
SCR net* par module de risque inclus dans le SCR de base	
Risque de marché	109
Risque de contrepartie	19
Risque de souscription vie	115
Risque de souscription santé	11
Risque de souscription non-vie	-
Risque actifs incorporels	-
Diversification	-66
Capital de solvabilité requis de base (net*)	188
Risque opérationnel	31
Ajustement lié aux fonds cantonnés	17
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés	-61
Capital de solvabilité requis	175

*Net d'absorption des pertes par les provisions techniques.

2 – RISQUE DE SOUSCRIPTION

2.1 EXPOSITION AU RISQUE DE SOUSCRIPTION ET MESURES D'ÉVALUATION

Le risque de souscription correspond au risque d'une perte de fonds propres résultant de l'écart entre les coûts liés aux sinistres ou prestations prévues par la tarification et les coûts réels induits par l'évolution défavorable d'un ou de plusieurs facteurs de risque (rachat, mortalité, longévité, pandémie, dépenses).

Le risque de souscription est encadré par un comité Technique, auquel assiste le Directeur Général d'Oradéa Vie. Ce comité suit notamment la mise en œuvre de la politique de souscription et les indicateurs associés. Tout nouveau produit ou transformation significative de produit existant doit être soumis, avant sa mise en œuvre, à un processus d'approbation (processus nouveau produit).

Les principaux risques de souscription inhérents à l'activité d'Oradéa Vie sont synthétisés dans le tableau suivant :

RISQUES DE SOUSCRIPTION	DESCRIPTION DES RISQUES
Rachat	Le risque de rachat se matérialise par une variation du niveau ou de la volatilité du taux de rachat entraînant des répercussions sur les niveaux de produits financiers et de chargements prélevés sur les contrats rachetés. Le risque de rachat massif, expose Oradéa Vie à un risque de perte engendré par des cessions d'actifs en moins-values latentes.
Mortalité	Le risque de mortalité reflète le risque de pertes sur les contrats d'assurance vie épargne et de prévoyance résultant d'une sous-estimation et/ou de changements dans le niveau, la tendance et la volatilité des taux de mortalité.
Morbidité	Le risque de morbidité reflète le risque de pertes sur les contrats de prévoyance résultant d'une sous-estimation et/ou de changements dans le niveau de la sinistralité en termes d'incapacité et d'invalidité.
Pandémie	Le risque de pandémie est le risque de pertes sur les contrats d'assurance vie épargne et de prévoyance lié à une forte augmentation des taux de mortalité et de morbidité.
Dépenses	Le risque de dépenses est le risque que les dépenses réelles de fonctionnement (personnel, commissions aux intermédiaires de vente, infrastructure informatique...) soient plus élevées que le niveau estimé initialement.

2.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Oradéa Vie est principalement exposée aux risques de rachat par la prépondérance des contrats d'assurance vie épargne et, dans une moindre mesure, au risque de mortalité et au risque de dépenses.

2.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Compte tenu de son portefeuille majoritairement constitué de contrats d'assurance vie épargne avec participation aux bénéfices discrétionnaire, Oradéa Vie est principalement exposée au risque de rachat avant la prise en compte de la capacité d'absorption des provisions techniques. Cette capacité d'absorption traduit, pour cette catégorie de contrats, la faculté de réduction du niveau de participation aux bénéfices discrétionnaire attribuée aux assu-

rés et atténué donc le risque de rachat dans un environnement économique dégradé. Le traité de réassurance mis en place entre Oradéa Vie et Sogécap atténue les conséquences de ce risque.

Concernant les contrats d'assurance des emprunteurs et de prévoyance individuelle, Oradéa Vie met en œuvre un programme de réassurance principalement pour atténuer les risques de mortalité portés par ces contrats.

2.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Oradéa Vie mesure la sensibilité de ses ratios de solvabilité à ses principaux risques au travers de chocs impactant à la fois ses actifs et ses passifs. Les résultats de ces analyses sont présentés dans la section 3.4 suivante.

3 – RISQUE DE MARCHÉ

3.1 EXPOSITION AU RISQUE DE MARCHÉ ET MESURES D'ÉVALUATION

Le risque de marché se définit comme le risque de perte de fonds propres résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres sur la valeur des instruments financiers. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations), des dérivés et de tous autres actifs, tels que les actifs immobiliers. Le risque de marché provient essentiellement des investissements réalisés par Sogécap dans le cadre de la réassurance des engagements d'Oradéa Vie investis sur les supports en euros et dans une moindre mesure

au risque de marché pour ses actifs détenus en propre (adossés au PERP, aux fonds propres et supports en UC).

L'allocation du portefeuille d'actifs financiers est présentée dans la partie D. Valorisation à des fins de solvabilité (paragraphe 1.1.3).

Le risque de marché est encadré par un comité ALM et Gestion des risques, émanation du Conseil d'administration de Sogécap et par le comité Finances Investissements et Risques, auquel assiste le Directeur Général d'Oradéa Vie. Par la composition de ses portefeuilles, Oradéa Vie est exposée à l'ensemble des risques de marchés pris en compte dans la formule standard (taux d'intérêt, actions, immobilier, change, concentration et *spread* de taux).

Les principaux risques de marché inhérents à Oradéa Vie sont synthétisés dans le tableau suivant :

RISQUES DE MARCHÉ	DESCRIPTION DES RISQUES
Taux d'intérêt	Le risque de taux est le risque qu'une fluctuation de la courbe des taux nominale crée une situation de non adossement entre l'actif et le passif conduisant à terme à des pertes financières.
Action	Le risque action est le risque de perte liée à une variation du niveau et de la volatilité du cours des actions.
Immobilier	Le risque immobilier est le risque de perte liée à une fluctuation de valeur de marché des biens immobiliers détenus.
Change	Le risque de change correspond au risque de pertes financières liées aux fluctuations des taux de change entre l'euro et les devises dans lesquelles les investissements du portefeuille d'Oradéa Vie sont libellés.

RISQUES DE MARCHÉ

DESCRIPTION DES RISQUES

Concentration	Le risque de concentration est le risque que le portefeuille d'investissements soit insuffisamment diversifié impliquant des pertes en cas de défaut d'une contrepartie.
Spread⁽¹⁾	Le risque de <i>spread</i> est le risque de pertes financières liées à une hausse du niveau du risque de crédit découlant notamment d'un changement de notation ou d'un défaut de l'émetteur.

(1) Le risque de *spread* est compris dans le risque de crédit présenté en section 4 suivante.

3.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de concentration proviennent essentiellement des investissements réalisés par Sogécap dans le cadre de la réassurance du passif d'Oradéa Vie.

Sogécap investit sur les différentes natures de produits financiers en respectant la politique de gestion du risque d'investissement du groupe Sogécap (approuvée par le Conseil d'administration d'Oradéa Vie) définie selon le principe de la personne prudente. Au sein de chaque nature de titres, les expositions sont diversifiées en termes de géographie, d'émetteurs et de secteurs. La mise en œuvre de cette politique se caractérise par la définition de seuils, de limites et de contraintes. Les principales concentrations sont suivies dans le cadre du comité ALM et Gestion des risques et prises en compte dans la formule standard dans le sous-module SCR risque de concentration (voir paragraphe 4 ci-après).

3.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE MARCHÉ

Dans le cadre du traité de réassurance mis en place entre Oradéa Vie et Sogécap, Sogécap s'engage à verser un montant de produits financiers positifs ou nuls.

Par ailleurs, sur l'ensemble de ses portefeuilles Sogécap a mis en place des couvertures financières contre la hausse des taux (caps) et contre la baisse des marchés actions (collars). Les actifs investis en représentation des encours réassurés par Sogécap bénéficient de ces couvertures.

3.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE MARCHÉ

Des sensibilités instantanées sur le ratio de solvabilité ont été déterminées par rapport aux principaux facteurs de risques financiers analysés de manière isolée ou combinée. Elles tiennent compte du comportement des assurés (rachats notamment) et sont nettes d'impôts et nettes de la participation attribuée aux assurés.

Les sensibilités et les chocs retenus sont résumés dans les tableaux suivants :

FACTEURS DE RISQUE	CHOC RETENU	IMPACTS EN POINTS DE BASE SUR LE RATIO DE SOLVABILITÉ
Hausse des taux	+ 50 bp	-12 pts
Baisse des taux	- 50 bp	+11 pts
Baisse des actions	- 25 %	+10 pts
Hausse des spreads	+ 50 bp sur les états et + 100 bp sur les corporate	-23 pts

- **Courbe des taux +/- 50 points de base** : cette sensibilité correspond à une translation de la courbe des taux swap de 50 points de base à la hausse ou à la baisse.
- **Baisse des marchés actions de 25 %** : cette sensibilité permet d'évaluer comme pour les taux, l'impact sur le ratio de couverture d'une baisse immédiate du niveau des indices actions cotées et non-cotées. Ce calcul prend en compte un effet d'atténuation prévu par les textes (*dampener*) qui permet de réduire le montant du SCR action en cas de baisse brutale du marché action.
- **Hausse des spreads** : cette sensibilité permet d'évaluer l'impact sur le ratio de couverture d'une hausse immédiate des *spreads* de 50 bp sur les obligations d'états et de 100 bp sur les obligations corporate. Cette sensibilité est calculée sans ajustement de la correction pour volatilité (VA).

4 – RISQUE DE CRÉDIT

4.1 EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET MESURES D'ÉVALUATION

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes de fonds propres résultant de l'incapacité d'émetteurs ou d'autres contreparties d'Oradéa Vie à faire face à leurs engagements financiers.

Le risque de crédit inclut le risque de *spread* et de défaut. De plus, le risque de crédit peut être aggravé par le risque de concentration (cf. section 3), résultant d'une forte exposition à un risque donné ou à une ou plusieurs contreparties. La gestion du risque de crédit d'Oradéa Vie repose sur le principe que tout engagement porteur de risques de crédit s'appuie sur une connaissance approfondie de la contrepartie et de la nature de la transaction (investissement, réassurance). Des seuils et limites sont fixés en fonction de la qualité des contreparties ou de la nature des titres.

Dans la formule standard, appliquée par Oradéa Vie, deux types d'expositions sont utilisées pour évaluer le risque de contrepartie :

- **Expositions de type 1** qui sont liées aux contrats d'atténuation du risque (réassurance, instruments dérivés), aux avoirs en banque, aux dépôts auprès des entreprises cédantes, ainsi qu'aux engagements juridiquement contraignants que l'entreprise a fournis ou convenus et qui sont susceptibles de faire naître des obligations de paiement dépendant de la qualité de crédit ou du défaut d'une contrepartie.

5 – RISQUE DE LIQUIDITÉ

5.1 EXPOSITION AU RISQUE DE LIQUIDITÉ ET MESURES D'ÉVALUATION

Dans le cadre des opérations d'assurance, le risque de liquidité correspond à l'incapacité d'Oradéa Vie à honorer ses obligations contractuelles et les règlements des sinistres déclarés (potentielles pertes induites dans les cas de ventes forcées ou lorsque les actifs financiers sont investis sur des marchés peu liquides).

Par ailleurs, le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures et calculé conformément à l'article 260, paragraphe 2 du Règlement Délégué, est de 18 M€.

5.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le traité de réassurance mis en place entre Oradéa Vie et Sogécap protège Oradéa Vie contre le risque de liquidité pour les engagements investis sur les supports en euros (hors PERP).

- **Expositions de type 2** correspondant à tous les risques de crédit non couverts dans le sous-module risque de *spread* et qui ne sont pas de type 1, notamment les montants à recevoir d'intermédiaires et les créances sur les assurés.

4.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Le principal réassureur d'Oradéa Vie est Sogécap de rating BBB+. De plus, Sogécap nantit des titres en garantie de cette réassurance pour un montant égal aux provisions.

Par le traité de réassurance mis en œuvre entre Oradéa Vie et Sogécap, Oradéa Vie est exposée au risque de concentration de Sogécap.

4.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de défaut des réassureurs est atténué par des garanties reçues de la part des réassureurs, sous forme de dépôts d'espèces ou de nantissement de titres de qualité élevée.

La mise en place de seuils et limites par contrepartie permet de limiter ce risque sur les actifs financiers.

4.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE CRÉDIT

L'impact du risque de crédit a été pris en compte dans les sensibilités présentées (cf. section B.3.4).

5.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le traité de réassurance mis en place entre Oradéa Vie et Sogécap protège Oradéa Vie contre le risque de liquidité pour les engagements investis sur les supports en euros (hors PERP).

5.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le traité de réassurance mis en place entre Oradéa Vie et Sogécap protège Oradéa Vie contre le risque de liquidité pour les engagements investis sur les supports en euros (hors PERP).

6 – RISQUES OPÉRATIONNELS

Les risques opérationnels se définissent comme les risques de pertes ou de sanctions notamment du fait de défaillances des procédures et systèmes internes, d'erreurs humaines ou d'événements extérieurs. À ce titre, Oradéa Vie mène une politique de prévention active au travers de la sécurisation des processus opérationnels mais aussi de la diffusion d'une culture risques au sein de l'organisation.

Le système de contrôle interne consiste, pour toutes les procédures, méthodes et mesures établies, à s'assurer de leur conformité

avec les dispositions législatives et réglementaires applicables. De plus, il assure l'efficacité et l'efficience des opérations aussi bien que la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et non financière. La Direction du Contrôle Interne et la Direction de la Conformité fournissent et maintiennent le cadre du système de contrôle interne nécessaire au contrôle des risques opérationnels.

Oradéa Vie utilise la formule standard définie par la réglementation européenne pour estimer son risque opérationnel.

7 – AUTRES RISQUES

L'ensemble des risques significatifs auxquels Oradéa Vie est exposée a été présenté dans les sections C2 à C6 précédentes.

D - VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

Les principes généraux de valorisation des actifs et passifs retenus sont ceux prévus par les dispositions de la Directive Solvabilité 2, du Règlement Délégué 2015/35 et les notices de l'ACPR. Conformément à l'article 75 de la Directive Solvabilité 2, les actifs et les passifs sont valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire au montant pour lequel ils pourraient être échangés, transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des condi-

tions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Le bilan économique, établi à partir du bilan comptable, est l'élément central de l'environnement prudentiel Solvabilité 2. Il constitue la base de calcul des fonds propres prudentiels et des exigences en capital (SCR et MCR).

BILAN ÉCONOMIQUE AGRÉGÉ

(En millions d'euros)	2022	2021
Immobilier et équipements détenus pour un usage propre	-	-
Investissements (autres que détenus dans des fonds UC ou indexés)	283	332
Actifs représentatifs des contrats en unités de compte	4 205	3 716
Prêts et prêts hypothécaires	15	10
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	3 234	3 296
Dépôts auprès des cédantes	-	-
Créances d'assureurs et d'intermédiaires	22	16
Créances de réassureurs	-	7
Créances diverses (non-assurance)	8	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	135	58
Autres actifs	22	17
Total Actifs	7 925	7 458

(En millions d'euros)	2022	2021
Provisions techniques non-vie	0	1
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	3 494	3 506
Provisions techniques - Contrats en UC ou indexés	4 125	3 665
Dépôts des réassureurs	1	1
Impôts Différés - Passif	25	15
Instruments dérivés passifs	-	-
Dettes auprès des établissements de crédit	3	11
Dettes financières autres qu'auprès des établissements de crédit	-	-
Dettes d'assureurs et d'intermédiaires	22	17
Dettes de réassureurs	3	2
Dettes diverses (non-assurance)	20	20
Dettes subordonnées	77	86
Autres passifs	0	0
Total Passifs	7 771	7 324
Excédent des actifs sur les passifs S2	154	134

1 - ACTIFS

(En millions d'euros)	2022			Notes
	Valeur économique	Valeur comptable	Différence	
Frais d'acquisition reportés	-	4	-4	D.1.1.1
Actifs incorporels	-	1	-1	D.1.1.1
Impôts différés-actif	-	1	-1	D.1.1.2
Investissements (autres que détenus dans des fonds UC)	283	323	-40	
Actions	2	2	0	D.1.1.3
Obligations	228	271	-44	D.1.1.3
Fonds d'investissement	41	37	4	D.1.1.3
Dépôt autre que équivalents de trésorerie	12	12	0	D.1.1.3
Actifs représentatifs des contrats en unités de compte	4 205	4 205	-	D.1.1.4
Prêts et prêts hypothécaires	15	15	-	D.1.1.5
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	3 234	3 345	-111	D.1.1.6
Créances d'assureurs et d'intermédiaires	22	28	-6	D.1.1.7
Créances de réassureurs	-	2	-2	D.1.1.7
Créances diverses (non-assurance)	8	8	-	D.1.1.8
Trésorerie et équivalents trésorerie	135	135	-	D.1.1.9
Autres actifs	22	22	-	D.1.1.10
Total Actifs	7 925	8 088	-163	

1.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS

Cette section présente, pour chaque poste de l'actif, les principes, méthodes et principales hypothèses utilisés pour déterminer la valeur économique des actifs du bilan Solvabilité 2. Les différences de valorisation ont pour contrepartie la réserve de réconciliation dans les fonds propres S2. Lorsqu'elles sont matérielles, les différences entre les valeurs retenues dans le bilan prudentiel et dans le bilan comptable sont commentées.

1.1.1 Actifs Incorporels et Frais d'Acquisition Reportés

Les actifs incorporels : ils comprennent des logiciels et des licences de logiciels adaptés à l'environnement de la compagnie

qui ne pourraient pas être revendus. Sous Solvabilité 2, ils sont enregistrés pour une valeur économique nulle dans le bilan.

Les frais d'acquisition reportés (bruts et cédés) : sous Solvabilité 2, les chargements prélevés sur les assurés et les frais d'acquisition supportés par la compagnie avant la date d'arrêté ne font pas l'objet de report et sont immédiatement et intégralement ajoutés/déduits des fonds propres prudentiels. Les chargements et frais d'acquisition reportés comptabilisés dans les comptes sociaux sont donc éliminés au bilan Solvabilité 2 car ils n'ont plus lieu d'être.

Ces ajustements donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

	S2	COMPTABLE
	-	5 M€

- Les frais d'acquisition reportés immobilisés dans le bilan statutaire sont amortis au *pro rata* des durées résiduelles des contrats. La valeur nulle retenue dans le bilan Solvabilité 2 génère un écart de 4 M€ sur ce poste et la reconnaissance d'un impôt différé actif.
- Les actifs incorporels sont inscrits au coût d'acquisition dans le bilan comptable, nets des amortissements et éventuelles dépréciations. La valeur nulle retenue dans le bilan Solvabilité 2 génère un écart de 1 M€ sur ce poste et la reconnaissance d'un impôt différé actif.

1.1.2 Impôts différés - actifs

Oradéa Vie est en situation d'impôts différés passifs dans son bilan économique établi au 31 décembre 2022 (cf. Paragraphe D-3.1.3 - Impôts différés passifs).

1.1.3 Placements financiers y compris ceux en représentation des contrats en unités de compte

Les placements financiers sont valorisés dans le bilan Solvabilité 2 en juste valeur selon les méthodes de valorisation présentées ci-après. La réévaluation des actifs financiers impacte la réserve de réconciliation et donne lieu à la comptabilisation d'impôts différés.

Méthode de valorisation

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps et entre les différents intervenants de marché mentionnés *supra* ou de l'ancienneté des dernières transactions observées sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Lorsque l'instrument financier est traité sur différents marchés et qu'Oradéa Vie a un accès immédiat à ces marchés, la juste valeur de l'instrument financier est représentée par le prix du marché le plus avantageux. Lorsqu'il n'existe pas de cotation pour un instrument financier donné mais que les composantes de cet instrument financier sont cotées, la juste valeur est égale à la somme des prix cotés des différentes composantes de l'instrument financier en intégrant le cours acheteur et vendeur de la position nette compte tenu de son sens.

Lorsque le marché d'un instrument financier n'est pas ou n'est plus considéré comme actif, sa juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation (modèles internes de valorisation). Celles-ci intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des

conditions de concurrence normale, de justes valeurs d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valorisation d'option, de paramètres de valorisation.

S'il existe des techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché pour évaluer les instruments, et s'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel, alors Oradéa Vie peut utiliser ces techniques.

Le recours à des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et aux taux d'actualisation correctement ajustés des risques que prendrait en compte tout intervenant de marché est autorisé. Ces ajustements sont pratiqués de manière raisonnable et appropriée après examen des informations disponibles. Les hypothèses internes prennent en compte notamment le risque de contrepartie, le risque de non-performance, le risque de liquidité et le risque de modèle, le cas échéant.

Les données à caractère observable doivent répondre aux caractéristiques suivantes : non propriétaires (données indépendantes), disponibles, diffusées publiquement, basées sur un consensus étroit et étayées par des prix de transactions.

À titre d'exemple, les données de consensus fournies par des contreparties externes sont considérées comme observables si le marché sous-jacent est liquide et que les prix fournis sont confirmés par des transactions réelles.

Les méthodes de détermination des justes valeurs des actifs financiers dans le bilan S2 sont similaires à celles prescrites par IFRS 13. Les méthodes de valorisation sont hiérarchisées en trois niveaux, qui reflètent l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations :

- **Niveau 1 :** instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations, d'OPCVM.
- **Niveau 2 :** instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix. Il s'agit essentiellement des instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré.
- **Niveau 3 :** instruments dont la détermination de la juste valeur est basée sur un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché. Il s'agit essentiellement de parts de SCI, d'immeubles, de parts de fonds de *private*

equity, d'actions non cotées, d'obligations valorisées à partir d'un modèle utilisant des données extrapolées, et de produits structurés non cotés sur un marché actif dont la rémunération est indexée soit sur des indices, soit sur des paniers d'actions, soit sur des taux.

Dans le référentiel Solvabilité 2, les niveaux 1 et 2 correspondent à la notion de « QMP » (*Quoted market price* - prix de l'actif sur un marché actif) et le niveau 3 correspond à la notion de « AVM » (*Alternative Valuation Method* - méthode de valorisation alternative).

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

S2	COMPTABLE
4 528 M€	4 488 M€

- Le bilan économique est construit à partir des données comptabilisées dans le bilan des comptes sociaux, ce qui nécessite de remplacer la valeur au coût amorti net de dépréciation pour l'ensemble des actifs financiers (en application des dispositions des articles R.343-9 et R.343-10 du Code des assurances), par leur juste valeur.
- L'évaluation en juste valeur conduit à :
 - annuler les provisions pour dépréciation durable (actifs financiers relevant du R.343-10) et les provisions pour risque de défaut avéré (actifs financiers relevant du R.343-9), si de telles provisions ont été constatées dans les comptes sociaux,
 - annuler, si elle est dotée, la provision pour risque d'exigibilité (qui impacte la mise en valeur économique des passifs techniques).
- Par ailleurs, pour les actifs amortissables (R.343-9), la mise en valeur économique conduit à :
 - annuler les surcotes et les décotes (car prises en compte dans la valeur de marché) ;
 - reclasser les intérêts courus ;
 - retraiter la réserve de capitalisation, puisqu'elle est projetée dans les *Best Estimates* (ce qui impacte la mise en valeur économique des passifs techniques).

Le tableau ci-après détaille les placements financiers d'Oradéa Vie y compris ceux en représentation des contrats en unités de compte selon la méthode utilisée pour leur valorisation dans le bilan économique arrêté en date du 31 décembre 2022 :

(En millions d'euros)	Méthode de valorisation S2*	Bilan S2	Bilan comptable	Différence
Placements financiers hors UC		283	323	-40
Obligations souveraines	QMP	139	165	-27
Obligations d'entreprise	QMP	87	103	-16
Actions cotées	QMP	1	1	0
Actions non cotées	AVM	1	1	0
Fonds d'investissement	QMP	39	36	4
	AVM	1	1	-0
Titres structurés	QMP	1	2	-0
	AVM	1	1	-0
Dépôts autres qu'équivalents de trésorerie	QMP	12	12	0
Placements financiers en représentation des contrats UC		4 205	4 205	-
Placements financiers en représentation des contrats UC	QMP	2 163	2 163	-
	AVM	2 042	2 042	-
Total des placements financiers*		4 528	4 488	-40

*AVM : méthode de valorisation alternative - QMP : prix de l'actif sur un marché actif.

1.1.4 Actifs financiers en représentation des engagements en unités de compte

Les placements en représentation des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par les assurés sont présentés à leur valeur de marché dans un poste séparé du bilan Solvabilité 2. Dans le bilan comptable, ces actifs sont comptabilisés en utilisant la même méthode de valorisation, ne générant aucun écart entre les deux bilans.

1.1.5 Prêts hypothécaires et avances sur polices

La valeur économique des prêts, des avances sur polices est déterminée par l'actualisation des flux futurs. Compte tenu des enjeux non significatifs, la valeur des comptes sociaux est conservée.

1.1.6 Part des réassureurs dans les provisions techniques

Les provisions techniques cédées sont déterminées à partir d'un *Best Estimate* calculé grâce à une approche statistique tenant compte de pertes probables en cas de défaut du réassureur.

La politique de réassurance concerne les contrats « Épargne Euro » pour lesquels Sogécap réassure les engagements, ainsi que les garanties prévoyance des contrats emprunteurs et les garanties santé.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

	S2	COMPTABLE
	3 234 M€	3 345 M€

- Dans les états financiers, la part des réassureurs dans les provisions techniques correspond aux engagements techniques cédés évalués selon les dispositions du Code des Assurances et du Règlement de l'ANC, sans tenir compte d'une probabilité de défaut du réassureur. L'écart de -111 M€ observé sur ce poste entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan comptable résulte de la différence de méthode d'évaluation.

1.1.7 Créances d'assurances et intermédiaires et Créances de réassurance

En fonction de leur antériorité, les créances sont valorisées au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Pour Oradéa Vie, la part de créances à plus d'un an est non significative.

Les créances d'assurance et intermédiaires et les créances de réassurance sont donc valorisées au coût amorti, comme pour les comptes sociaux.

Les primes acquises non émises (PANE) des contrats emprunteurs sont annulées car elles sont prises en compte dans les modèles de calcul des *Best Estimates*, présentés au passif du bilan Solvabilité 2.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

	S2	COMPTABLE
	22 M€	30 M€

- Dans le bilan comptable, l'ensemble de ces postes est comptabilisé au coût amorti, net des éventuelles dépréciations de créances douteuses. La différence de 8 M€ entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan comptable correspond à l'annulation des provisions pour primes acquises non émises, qui sont projetées dans les *Best Estimates* dans le bilan Solvabilité 2.

1.1.8 Autres créances

En fonction de leur antériorité, les autres créances sont valorisées au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à 1 an). Pour Oradéa Vie, la part de créances à plus d'un an est non significative. Les autres créances sont donc valorisées au coût amorti, comme pour les comptes sociaux.

Les éléments comptabilisés dans les comptes sociaux en « autres comptes de régularisation » au titre des intérêts courus et des décotes des titres obligataires sont annulés pour les besoins prudentiels puisque déjà pris en compte dans la mise en valeur de marché des actifs financiers afférents.

1.1.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les espèces disponibles. Les équivalents de trésorerie sont les liquidités disponibles sur des comptes bancaires à vue et sont valorisés à leur valeur nominale, comme pour les comptes sociaux.

1.1.10 Autres actifs

Les autres actifs présentés dans le bilan Solvabilité 2 correspondent à des comptes de régularisation non financiers. Compte tenu des méthodes de valorisation retenues dans le bilan comptable pour ces comptes, aucun retraitement n'est constaté pour les besoins d'établissement du bilan Solvabilité 2.

2 - PROVISIONS TECHNIQUES

(En millions d'euros)	2022			Notes
	Valeur économique	Valeur comptable	Différence	
Provisions techniques non-vie	0	0	-0	
Provisions techniques santé (assimilée non-vie)	0	0	-0	
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	3 494	3 642	-148	
Provisions techniques santé (assimilée vie)	32	37	-5	D.2.1.3
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	3 462	3 605	-143	D.2.1.1
Provisions techniques UC et indexés	4 125	4 244	-119	D.2.1.2
Autres provisions techniques	-	-	-	
Total Provisions techniques	7 619	7 887	-268	

Les provisions Solvabilité 2 sont calculées selon la nature des engagements d'assurance, classés par groupes homogènes de risque et, au minimum, par ligne d'activité (ou « *Line of business* », dont la liste est définie dans le Règlement Délégué 2015/35).

(En millions d'euros)	2022				Total
	Santé (Assimilée Non Vie)	Santé (Assimilée Vie) ⁽¹⁾	Vie (hors santé, UC et indexés) ⁽²⁾	UC et indexés	
Best Estimate Brut	0	27	3 428	4 070	7 525
Best Estimate Cédé	-	6	3 229	-	3 235
Best Estimate Net	0	21	199	4 070	4 290
Marge pour risque	-	5	35	55	95
Total Provisions techniques S2 brutes	0	32	3 463	4 125	7 619
Total Provisions techniques S2 nettes	0	26	234	4 125	4 385

(1) Y compris réassurance santé acceptée.

(2) Y compris réassurance vie acceptée.

2.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES

2.1.1 Principes généraux d'évaluation des engagements techniques sous Solvabilité 2

Pour établir le bilan économique, les provisions techniques déterminées pour les besoins des comptes sociaux sont annulées et remplacées par des provisions économiques.

Les provisions économiques sont calculées comme la somme de la meilleure estimation des flux futurs (ou « *Best Estimate* ») et d'une marge pour risque.

Le *Best Estimate* correspond au montant probabilisé des flux futurs de trésorerie (entrants ou sortants) liés aux contrats existants et actualisés en utilisant la courbe des taux sans risque fournie par l'EIOPA (basée sur la courbe swap) à laquelle s'ajoute une « correction pour volatilité », permettant de réduire les effets d'une

volatilité des *spreads* de taux (cette correction pour volatilité est également fournie par l'EIOPA).

La marge pour risque représente le coût du capital que devrait lever le cessionnaire pour couvrir son exigence de capital jusqu'à l'extinction des passifs.

Best Estimate

Les projections de flux de trésorerie utilisées dans l'évaluation du *Best Estimate* prennent en compte l'ensemble des flux de trésorerie (entrants et sortants) nécessaires pour faire face aux engagements d'assurance et de réassurance pendant toute la durée de ces engagements.

L'estimation des flux de trésorerie prend en compte la valeur des garanties financières et de toute option contractuelle incluse dans les contrats, et intègre les effets des actions futures de la direction (politique de participation aux bénéficiaires, utilisation des réserves financières...) et du comportement des assurés (rachats, arbitrages...).

Les flux de trésorerie projetés comprennent ainsi notamment :

- les paiements aux assurés et bénéficiaires y compris les participations aux bénéfices discrétionnaires que la compagnie prévoit de verser dans l'avenir ;
- les frais et commissions futurs ;
- les primes, dans la limite des contrats existants (*i.e.* les primes sur les contrats qui seront signés au cours des exercices ultérieurs ne sont pas prises en compte).

Marge pour risque

La marge pour risque est évaluée nette de réassurance et selon une approche coût du capital. Elle est basée sur la projection du capital de solvabilité requis (SCR) lié au risque de souscription du portefeuille existant, au risque opérationnel et au risque de défaut des réassureurs. Les effets de diversification entre les risques sont pris en compte dans l'évaluation de la marge pour risque. Le coût de rémunération des SCR futurs, retenu pour l'évaluation du coût du capital, est fixé à 6% par le Règlement Délégué 2015/35.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

S2	COMPTABLE
7 619 M€	7 887 M€

- Dans le bilan comptable, les provisions techniques sont évaluées conformément au Code des assurances et au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2015-11 du 26 novembre 2015 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance (principe de prudence et de suffisance). En revanche, les règles de provisionnement S2 reposent essentiellement sur la projection des flux futurs probabilisés et actualisés (« *Best Estimate* » et marge de risque).
- Le montant des provisions techniques comptables ci-dessus comprend la part de la provision pour participation aux bénéfices (26 M€) reconnue comme fonds excédentaires dans les fonds propres prudentiels.

2.1.2 Calcul des *Best Estimates* de l'activité assurance vie épargne

Cette partie concerne les lignes d'activité (LoB) « Assurance Vie avec participation aux bénéfices » et « contrats en unités de compte ».

Modèles utilisés

Le modèle de gestion actif/passif utilisé pour les calculs de l'activité assurance vie épargne est implémenté dans un moteur de calcul développé par un éditeur de référence.

Le générateur de scénarios économiques, commercialisé par un éditeur de référence, permet de générer les tables de scénarios économiques nécessaires aux calculs des *Best Estimates* de l'activité assurance vie épargne, évalués de manière stochastique.

Ces modèles sont utilisés de façon récurrente pour les études internes et pour les besoins de l'établissement des états financiers comptables et IFRS.

La projection actif/passif n'intègre pas de primes futures dans le cadre des frontières de contrats.

Calcul du *Best Estimate*

L'ensemble des flux liés au passif de la compagnie sont projetés sur les durées de projection et sur l'ensemble des scénarios économiques générés.

Le *Best Estimate* s'obtient en effectuant la moyenne des *Best Estimates* calculés pour chaque scénario.

Hypothèses et principes de calcul

- Les scénarios stochastiques utilisés pour le calcul du *Best Estimate* reposent sur les modèles suivants :
 - pour le modèle de taux : « *Libor Market Model* décalé à volatilité stochastique » ;
 - pour le modèle action : « *Stochastic Volatility Jump Diffusion* ».
- Les hypothèses économiques utilisées pour paramétrer ces modèles, sont les suivants :
 - les courbes des taux nominaux fournies par l'EIOPA au 31/12/2022 ;
 - les volatilités des indices action CAC et Eurostoxx correspondent à des volatilités implicites observées sur les marchés ;
 - les volatilités des autres indices de type action sont basées sur des données historiques et concernent l'indice immobilier ; l'indice *private equity* et l'indice *hedge fund* ;
 - les volatilités des taux correspondent à des volatilités implicites observées sur les marchés ;
 - les taux de dividendes moyens des différents indices de type action sont basés sur des données historiques ;
 - les corrélations entre ces différents indices économiques proviennent de données historiques.

Modèle ALM Assurance vie épargne

Le modèle ALM permet la modélisation des interactions actif/passif. Le tableau ci-après présente les principales composantes du modèle ALM sur l'activité assurance vie épargne :

Comportement de l'assureur	La politique de taux servi est gérée via un algorithme permettant de définir un taux servi cible, fonction des taux de rendement de produits concurrents et des taux servis les années précédentes, en cohérence avec la politique d'investissement.
Comportement standard des assurés (rachats et décès)	Les rachats et les décès sont modélisés en fonction des caractéristiques de chaque <i>model point</i> .
Comportement dynamique des assurés	En cas d'insatisfaction des assurés, des rachats supplémentaires ainsi que des arbitrages sont activés.
Utilisation des réserves financières	Les variations des différentes provisions techniques (réserve de capitalisation, provision pour risque d'exigibilité, provision pour excédent) sont prises en compte lors des projections effectuées par le modèle ALM.
Frais modélisés	Les frais de la compagnie sont pris en compte dans le modèle selon les trois catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • les frais de gestion des sinistres sont exprimés en coût unitaire ; • les frais de gestion des placements sont exprimés en pourcentage de l'encours ; les autres frais regroupent tous les frais généraux qui ne sont pas affectés (directement ou par clé de répartition) aux 2 catégories décrites ci-avant.
Commissions	Les règles de commissionnement sont prises en compte conformément aux accords établis entre Oradéa Vie et les apporteurs concernant les commissions sur encours.

2.1.3 Calcul des *Best Estimates* de l'activité Prévoyance

Modèles utilisés

La projection des engagements est réalisée tête par tête pour la plupart des contrats, à partir de modèles de calcul adaptés. Les principes retenus concernant les frontières des contrats projetés sont les suivants :

- Pour les contrats pluriannuels (emprunteur et les contrats vie entière), les primes futures sont prises en compte. En effet, à la souscription du contrat, l'assureur s'engage pour plusieurs années à couvrir les différents risques garantis à un niveau de prime défini à l'avance. Par ailleurs, le tarif n'est pas révisable.
- Pour les contrats renouvelables annuellement par tacite reconduction (contrats accidents liés à des cartes de crédit ou contrats temporaires annuels), les primes futures ne sont pas projetées car l'assureur a le droit de modifier le niveau des cotisations si les conditions techniques venaient à se dégrader. Le tarif est également révisable.

Lorsqu'un produit protège l'assuré contre la survenance de différents risques (décès, incapacité...), les contrats ont été segmentés afin que chaque risque soit classé dans sa ligne d'activité (LoB) d'appartenance. La classification par LoB a été effectuée en adéquation avec les préconisations figurant dans les Orientations Nationales Complémentaires.

L'ensemble des produits est regroupé par famille de produits. Chaque famille représente le même type de contrats de pré-

voyance (vie entière, emprunteurs immobiliers, emprunteurs consommation, décès accidentel).

Calcul du *Best Estimate*

Le montant total des *Best Estimates* est composé des *Best Estimates* pour les sinistres futurs et des *Best Estimates* pour les sinistres déjà survenus :

- Le *Best Estimate* pour les sinistres futurs est composé des *Best Estimates* modélisés et des *Best Estimates* des produits non modélisés. Pour les produits non modélisés les *Best Estimates* pour sinistres futurs sont supposés égaux à la provision calculée pour le besoin des comptes sociaux.
- Le *Best Estimate* pour les sinistres déjà survenus est composé des *Best Estimates* (pour les produits pour lesquels des tables d'expérience existent) et pour les produits pour lesquels il n'existe pas de table d'expérience, les *Best Estimates* des provisions sont supposés être égaux à la provision constituée pour le besoin des comptes sociaux pour le périmètre non modélisé.

Hypothèses et paramètres de calcul

Les principales hypothèses nécessaires aux calculs des BE Prévoyance varient selon le type de produits :

- la table d'expérience ou abattement des tables de mortalité de référence ;
- le taux de chute ou taux de remboursement anticipé selon les produits ;
- le taux d'entrée en arrêt de travail avec table de maintien du BCAC ou table de maintien d'expérience ;
- le taux de frais généraux.

2.1.4 Calcul de la marge de risque (Calculs assurance vie épargne et prévoyance)

Le calcul de la marge de risque correspond à la méthode de simplification classée au niveau 1 des orientations sur la valorisation des provisions techniques (orientations reprises dans la notice publiée par l'ACPR le 18/12/2015).

2.1.5 Niveau d'incertitude associé à la valeur des provisions techniques

La valeur des provisions techniques est établie à partir de projections de flux de trésorerie futurs sur un horizon de temps cohérent avec la durée des contrats. Ces projections s'appuient sur des modèles et des hypothèses établis à partir des données et des statistiques les plus récentes disponibles sur l'ensemble du portefeuille. Elles visent à refléter au mieux le comportement des assurés mais comportent par nature une part d'incertitude.

2.1.6 Description des provisions techniques cédées

Les provisions techniques cédées aux réassureurs sont déterminées sur la base de la projection des flux de trésorerie futurs liés à la réassurance, et tenant compte de la nature du traité et d'une probabilité de défaut du réassureur (en fonction de sa notation).

2.1.7 Impacts des mesures transitoires branches longues retenues par Oradéa Vie

Correction pour volatilité

Parmi les mesures transitoires autorisées par la Directive Solvabilité 2, Oradéa Vie applique la correction pour volatilité (« *Volatility Adjustment* » - VA). L'objectif de cette mesure est de réduire les effets d'une volatilité artificielle des *spreads* de taux pour le calcul de la meilleure estimation des engagements. Le calcul est basé sur l'écart de taux (*spread*) par devise, constaté entre le taux de rendement des actifs inclus dans un portefeuille de référence, et le taux sans risque.

Le tableau ci-après présente les impacts de l'utilisation de la correction pour volatilité sur les provisions techniques, les fonds propres et les exigences de fonds propres au 31 décembre 2022 :

(En millions d'euros)	Avec prise en compte du VA	Sans prise en compte du VA
Provisions techniques Solvabilité 2	7 619	7 639
Fonds propres disponibles	230	225
Fonds propres éligibles*	230	225
SCR	175	168
MCR	44	42

* En couverture du SCR.

3 - AUTRES PASSIFS

(En millions d'euros)	2022			Notes
	Valeur économique	Valeur comptable	Différence	
Passifs éventuels	-	-	-	D.3.1.1
Dépôts des réassureurs	1	1	-	D.3.1.2
Impôts Différés - Passif	25	-	25	D.3.1.3
Dettes auprès des établissements de crédit	3	3	-	D.3.1.4
Dettes auprès des assureurs et intermédiaires	22	24	-2	D.3.1.5
Dettes auprès des réassureurs	3	9	-6	D.3.1.5
Dettes diverses (non-assurance)	20	20	-	D.3.1.6
Dettes subordonnées	77	90	-14	D.3.1.7
Autres passifs	0	0	-	D.3.1.8
Total Autres Passifs	152	148	-4	

3.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS

Cette section présente, pour chaque poste des autres passifs, les principes, méthodes et principales hypothèses utilisés pour déterminer leur valeur économique dans le bilan Solvabilité 2. Les différences de valorisation ont pour contrepartie la réserve de réconciliation dans les fonds propres S2. Lorsqu'elles sont matérielles, les différences entre les valeurs retenues dans le bilan prudentiel et dans le bilan comptable sont commentées.

3.1.1 Passifs éventuels

Les passifs éventuels (Solvabilité 2 retient la définition explicitée par la norme IAS 37 du référentiel comptable IFRS) significatifs doivent être comptabilisés au bilan Solvabilité 2 sur la base des flux financiers futurs probables actualisés au taux sans risque nécessaires à leur extinction.

Oradéa Vie n'a pas de passif éventuel significatif, par conséquent aucun ajustement n'est constaté au bilan Solvabilité 2.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

	S2	COMPTABLE
	25 M€	-1 M€

- Dans son bilan comptable, Oradéa Vie, qui applique le principe optionnel des impôts différés, est en situation d'impôts différés actifs à hauteur de 1 M€. L'ensemble des retraitements liés au passage en valeur économique des actifs et passifs génère un impact global de 26 M€ d'impôts différés faisant passer Oradéa Vie en situation d'impôts différés passifs nets de 25 M€ dans le bilan Solvabilité 2.

3.1.4 Dettes auprès des établissements de crédit

Ces dettes comprennent les comptes courants débiteurs auprès des établissements de crédit. Ces dettes sont enregistrées au bilan Solvabilité 2 sur la base de leur valeur dans les états financiers.

3.1.5 Dettes auprès des assureurs et des intermédiaires, Dettes auprès des réassureurs

En fonction de leur antériorité, les dettes auprès des assureurs et des intermédiaires, et les dettes auprès des réassureurs valorisées au coût amorti dans le bilan comptable, sont valorisées dans le bilan Solvabilité 2 au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Le montant des dettes à plus d'un an étant non significatif, elles sont donc valorisées au coût amorti. Les PANE cédées sont annulées pour les besoins prudentiels car projetées dans les calculs de *Best Estimates* cédés.

3.1.2 Dépôts des réassureurs

Les dépôts en espèces reçus des réassureurs sont reconnus dans le bilan économique à leur valeur nominale, comme dans le bilan comptable.

3.1.3 Impôts différés passifs

Des impôts différés sont comptabilisés dans le bilan Solvabilité 2 sur la base des principes d'IAS 12.

Les impôts différés sont déterminés à partir des derniers taux d'imposition connus selon la méthode du report variable, sur la base des décalages temporaires entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale des actifs et des passifs.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Oradéa Vie s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur de ses actifs et passifs. À ce titre, les impôts différés du bilan économique établi en date du 31 décembre 2022 ont été calculés en tenant compte du taux d'impôt sur les sociétés de 25,83 % (y compris contribution additionnelle) applicable à compter de 2022 pour l'ensemble des sociétés.

3.1.6 Autres dettes (hors assurance)

En fonction de leur antériorité, les autres dettes sont valorisées au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Pour Oradéa Vie, la part de dettes à plus d'un an est non significative. Les autres dettes sont donc valorisées au coût amorti, comme pour les comptes sociaux.

3.1.7 Dettes subordonnées

Les emprunts subordonnés sont valorisés au bilan Solvabilité 2 en juste valeur avec prise en compte du taux sans risque courant à la date d'arrêté et du *spread* à la date d'émission. Ils sont tous inclus dans les fonds propres de base. Leur valorisation comprend la dette d'intérêts courus.

Le tableau suivant détaille les emprunts subordonnés émis par Oradéa Vie et leur affectation dans les différents niveaux de fonds propres S2, en application des mesures transitoires pour les émissions concernées.

(En millions d'euros)	Prêteur	Durée	Mesure transitoire	Tiering	Montant à l'émission	Valorisation S2
29/06/2006	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	1,5	1,5
21/12/2007	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	1,0	1,0
24/12/2008	Société Générale	15 ans	Oui	Niveau 2	1,0	1,0
24/12/2008	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	1,0	1,0
22/12/2009	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	0,9	0,9
22/12/2009	Société Générale	15 ans	Oui	Niveau 2	0,9	0,9
21/06/2010	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	2,0	2,1
21/06/2010	Société Générale	15 ans	Oui	Niveau 2	2,0	2,0
28/10/2011	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	2,0	2,2
28/10/2011	Société Générale	15 ans	Oui	Niveau 2	2,0	2,3
28/09/2012	Société Générale	15 ans	Oui	Niveau 2	1,0	1,1
31/12/2012	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	1,0	1,0
23/12/2013	Sogécap	15 ans	Oui	Niveau 2	1,8	1,7
23/12/2013	Sogécap	∞	Oui	Niveau 1	1,8	1,9
23/12/2014	Sogécap	11 ans	Oui	Niveau 2	5,2	5,1
23/12/2014	Sogécap	∞	Oui	Niveau 1	5,2	5,3
30/11/2021	Sogécap	10 ans	Non	Niveau 2	50	36,1
19/12/2022	Sogécap	10 ans	Non	Niveau 2	10	9,5
Total					91,2	76,5

3.1.8 Autres passifs

Les autres passifs présentés dans le bilan Solvabilité 2 correspondent à des comptes de régularisation non financiers. Compte tenu des méthodes de valorisation retenues pour les besoins du bilan comptable, aucun retraitement n'est constaté pour les besoins d'établissement du bilan économique.

4 - AUTRES INFORMATIONS

Toutes les informations importantes relatives à la valorisation du bilan économique ont été présentées dans les paragraphes précédents.

E - GESTION DU CAPITAL

1 - FONDS PROPRES

Sous Solvabilité 2, les fonds propres sont égaux à la différence entre les actifs et les passifs du bilan valorisés selon les principes Solvabilité 2, augmentée des emprunts subordonnés et diminuée des fonds propres relatifs aux fonds cantonnées qui excèdent le SCR notionnel du canton et des dividendes prévisionnels.

Ils sont classés en trois catégories (« Tier »). Ce classement se fait en fonction de leur qualité évaluée au regard de leur disponibilité pour absorber les pertes, de leur degré de subordination et de leur durée ou permanence, le Tier 1 correspondant à la meilleure qualité.

Par ailleurs des limites quantitatives sont imposées pour déterminer le montant des fonds propres éligibles en couverture des exigences en capital (respectivement le SCR - capital de solvabilité requis - et le MCR - minimum de capital requis).

1.1 POLITIQUE DE GESTION DES FONDS PROPRES

L'ensemble des processus et politiques décrits dans la partie B de ce rapport concourt à gérer les risques susceptibles d'impacter de manière significative la solvabilité d'Oradéa Vie eu égard à son profil de risque. En particulier, l'ORSA mis en place par Oradéa Vie permet d'appréhender sur l'horizon stratégique de la société l'impact des orientations stratégiques sur sa solvabilité et l'évolution de sa solvabilité en fonction de l'évolution des marchés financiers ainsi que de paramètres intrinsèques ou extrinsèques.

Oradéa Vie planifie ses activités avec un horizon de trois ans et peut ainsi anticiper ses besoins de fonds propres en lien avec ses ambitions de développement. La société met à jour annuellement ses prévisions.

1.2 STRUCTURE ET MONTANTS DES FONDS PROPRES DISPONIBLES

Les fonds propres S2 disponibles s'élèvent à 230 M€ à fin 2022, en hausse de 18 M€ par rapport à fin 2021. Le tableau ci-dessous détaille la structure des fonds propres par nature et par tier :

(En millions d'euros)	2022				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	27	27	-	-	-
Réserve de réconciliation	101	101	-	-	-
Fonds excédentaires	26	26	-	-	-
Passifs subordonnés	77	-	17	60	-
Fonds propres S2 disponibles	230	154	17	60	-

(En millions d'euros)	2021				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	27	27	-	-	-
Réserve de réconciliation	65	65	-	-	-
Fonds excédentaires	34	34	-	-	-
Passifs subordonnés	86	-	17	69	-
Fonds propres S2 disponibles	212	126	17	69	-

Les éléments de fonds propres disponibles S2 d'Oradéa Vie répondent aux critères de classification Tier 1, Tier 1 restreint et Tier 2 à fin 2022 comme à fin 2021.

Capital social

Le capital social, entièrement appelé, s'élève à 27 M€ à fin 2022, montant inchangé par rapport à fin 2021. Le capital social, de par ses caractéristiques, est naturellement classé en Tier 1.

Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation représente 101 M€ à fin 2022, en hausse de 36 M€ par rapport à 2021. Les éléments qui la composent répondent aux critères de classification en Tier 1 non restreint. Il s'agit :

- Des réserves statutaires, nettes de dividende à verser à l'actionnaire, pour 27 M€ à fin 2022, en hausse de 8 M€ par rapport à fin 2021, compte tenu de la décision de rétention du résultat net de l'exercice 2022 afin de renforcer les fonds propres. Ces réserves sont constituées du report à nouveau et des autres réserves légales. La réserve de capitalisation (0,2 M€) dont l'utilisation est modélisée dans les calculs de *Best Estimates* est éliminée des fonds propres comptables.
- Des marges futures résultant de la mise en valeur économique des actifs et passifs techniques, nettes d'impôts différés. Celles-ci représentent 74 M€ au 31 décembre 2022 contre 46 M€ au 31 décembre 2021. Cette augmentation résulte principalement de l'effet de la hausse des taux d'intérêt par rapport à fin 2021.

Le tableau présenté en section 1.3 suivante fournit une vision détaillée des composantes de la réserve de réconciliation.

Fonds excédentaires

Les fonds excédentaires, tels que définis par l'article 91 de la Directive Solvabilité 2 et reconnus comme fonds propres de Tier 1, représentent 26 M€ à fin 2022. Cet élément de fonds propres est déterminé conformément à la méthode de valorisation économique complète prescrite par l'ACPR. Cette méthode est appliquée uniquement aux composantes admissibles de la provision pour participation aux bénéficiaires (PPB) et exclut de fait les PPB du PERP Lignage et du PER Oradéa Vie, ainsi que les participations aux bénéficiaires des contrats de prévoyance.

La diminution de 8 M€ par rapport à fin 2021 résulte principalement de la forte remontée des taux d'intérêt sur l'année 2022, qui conduit à une valorisation économique des fonds excédentaires moins importante qu'à fin 2021.

Emprunts subordonnés

Les emprunts subordonnés, présentés de manière détaillée en section D.3.1.6, s'élèvent à 77 M€ à fin 2022, en baisse de 9 M€ par rapport à 2021, et sont classés en Tier 1 restreint ou en Tier 2, en fonction de leurs caractéristiques :

- 17 M€ répondent aux critères de classification en Tier 1 restreint : il s'agit d'emprunts subordonnés à durée indéterminée. Ces emprunts bénéficient de la mesure transitoire en matière de classification des fonds propres S2 pendant dix ans (« clause de

grand-père ») autorisant la classification en Tier 1 restreint, leurs émissions étant intervenues avant le 19 janvier 2015 (date de publication du Règlement Délégué). Si elles étaient conservées à l'issue de la période transitoire, ces dettes subordonnées seraient reclassées en fonds propres de niveau 2, car elles n'intègrent pas de mécanisme d'absorption des pertes sur le principal tel que requis par l'article 71 du Règlement Délégué 2015/35 ;

- 60 M€ répondent aux critères de classification en Tier 2 : il s'agit de l'ensemble des emprunts subordonnés à durée déterminée bénéficiant de la mesure transitoire en matière de classification des fonds propres et de deux émissions réalisées en novembre 2021 et décembre 2022, pour respectivement 50 M€ et 10 M€, afin d'accompagner la croissance de la société et renforcer durablement ses fonds propres. En décembre 2022, Oradéa Vie a également procédé au remboursement à Société Générale d'un emprunt de 1 M€, arrivé à échéance.

1.3 RÉCONCILIATION DES FONDS PROPRES DES ÉTATS FINANCIERS AVEC L'EXCÉDENT DES ACTIFS SUR LES PASSIFS ÉVALUÉS SELON LES PRINCIPES SOLVABILITÉ 2

Dans le bilan économique, l'excédent des actifs sur les passifs (présenté en section D) s'élève à 154 M€ au 31 décembre 2022, contre 134 M€ à fin 2021. Le tableau ci-après présente une réconciliation entre les capitaux propres comptables d'Oradéa Vie, l'excédent des actifs sur les passifs Solvabilité 2 et les fonds propres S2 disponibles :

(En millions d'euros)	2022	2021
Capital social et primes d'émission	27	27
Réserve de capitalisation ⁽¹⁾	0	0
Autres réserves, report à nouveau et résultat de l'année ⁽¹⁾	27	27
Capitaux propres comptables	54	54
Mise en juste valeur des actifs et passifs financiers ⁽¹⁾	-26	10
Mise en valeur économique des passifs techniques ⁽¹⁾	127	54
Annulation des actifs incorporels ⁽¹⁾	-1	-1
Impact d'impôts différés nets ⁽¹⁾	-26	-17
Fonds excédentaires	26	34
Excédent des actifs sur les passifs	154	134
Emprunts subordonnés	77	86
Dividendes à verser ⁽¹⁾	-	-9
Fonds propres S2 disponibles	230	212

(1) Éléments constitutifs de la réserve de réconciliation.

La réserve de réconciliation est obtenue en déduisant de l'excédent des actifs sur les passifs du bilan économique, le dividende

prévisionnel à verser à l'issue de l'exercice écoulé et les autres éléments de fonds propres de base (capital social et les fonds excédentaires).

Le tableau suivant présente la décomposition de la réserve de réconciliation :

(En millions d'euros)	2022	2021
Excédent des actifs sur les passifs	154	134
Actions propres	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-	-9
Autres éléments de fonds propres de base	-53	-60
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints	-	-
Réserve de réconciliation	101	65

1.4 ÉLÉMENTS DÉDUITS DES FONDS PROPRES

L'article 70 du Règlement Délégué 2015/35 requiert de diminuer la réserve de réconciliation de divers éléments affectant la disponibilité et la transférabilité des fonds propres au sein de la société. Dans le cas d'Oradéa Vie, les éléments déduits des fonds propres peuvent être de deux natures :

1.5 FONDS PROPRES ÉLIGIBLES À LA COUVERTURE DES EXIGENCES DE CAPITAL

1.5.1 Seuils applicables aux fonds propres disponibles par Tier

Le montant des fonds propres éligibles est obtenu après application aux fonds propres disponibles des règles de limitation par Tier. Le tableau ci-après présente une synthèse des seuils applicables par Tier pour couvrir le MCR et le SCR :

	ÉLÉMENTS DE FONDS PROPRES	COUVERTURE DU MCR	COUVERTURE DU SCR
Tier 1	<ul style="list-style-type: none"> Capital social Primes d'émission de capital social Réserve de réconciliation Fonds excédentaires 	> 80 %	> 50 %
Tier 1 restreint	<ul style="list-style-type: none"> Emprunts subordonnés à durée indéterminée (clause de grand-père) 	Max. 20% du total Tier 1	Max. 20% du total Tier 1
Tier 2	<ul style="list-style-type: none"> Emprunts subordonnés à durée déterminée (émis après le 19/01/2015) Emprunts subordonnés à durée déterminée (clause de grand-père) 	< 20 %	< 50 % T2 + T3 < 50 %
Tier 3	<ul style="list-style-type: none"> Impôts différés actifs nets 	Non éligible	≤ 15 %

1.5.2 Fonds propres éligibles à la couverture du SCR

Les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR, déterminés en application des règles de limitation par Tier, s'élèvent à 230 M€ à fin 2022 contre 212 M€ à fin 2021. Les tableaux ci-après présentent l'impact de l'application des règles de limitation par Tier sur les fonds propres disponibles pour couvrir le SCR à fin 2022 et à fin 2021 :

(En millions d'euros)	2022				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	27	27	-	-	-
Réserve de réconciliation	101	101	-	-	-
Fonds excédentaires	26	26	-	-	-
Passifs subordonnés	77	-	17	60	-
Fonds propres S2 éligibles/SCR	230	154	17	60	-

(En millions d'euros)	2021				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	27	27	-	-	-
Réserve de réconciliation	65	65	-	-	-
Fonds excédentaires	34	34	-	-	-
Passifs subordonnés	86	-	17	69	-
Fonds propres S2 éligibles/SCR	212	126	17	69	-

À fin 2022, comme à fin 2021, l'ensemble des fonds propres S2 disponibles sont éligibles à la couverture du SCR. Après application des règles de limitation par Tier, à fin 2022 comme à fin

2021, aucun reclassement de fonds propres n'a été effectué, les fonds propres S2 disponibles sont intégralement éligibles à la couverture du SCR.

1.5.3 Fonds propres éligibles à la couverture du MCR

Les fonds propres éligibles pour couvrir le MCR, déterminés en application des règles de limitation par Tier, s'élèvent à 179 M€ à fin 2022 contre 151 M€ à fin 2021. Les tableaux ci-après présentent l'impact de l'application des règles de limitation par Tier sur les fonds propres disponibles pour couvrir le MCR à fin 2022 et à fin 2021 :

(En millions d'euros)	2022				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	27	27	-	-	-
Réserve de réconciliation	101	101	-	-	-
Fonds excédentaires	26	26	-	-	-
Passifs subordonnés	77	-	17	9	-
Fonds propres S2 éligibles/MCR	179	154	17	9	-

(En millions d'euros)	2021				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	27	27	-	-	-
Réserve de réconciliation	65	65	-	-	-
Fonds excédentaires	34	34	-	-	-
Passifs subordonnés	25	-	17	8	-
Fonds propres S2 éligibles/MCR	151	126	17	8	-

L'application des règles de limitation par Tier aux fonds propres S2 disponibles pour couvrir le MCR d'Oradéa Vie conduit à exclure 51 M€ d'emprunts subordonnés Tier 2 à fin 2022, contre 61 M€ à

fin 2021. Ces fonds propres Tier 2 ne sont pas éligibles à la couverture du MCR car ils excèdent le plafond autorisé de 20 % du MCR.

2 – CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

2.1 EXIGENCES DE CAPITAL ET RATIO DE COUVERTURE

Les tableaux suivants présentent pour 2022 et 2021, le capital de solvabilité requis (SCR) et le minimum de capital requis (MCR) et leurs ratios de couverture respectifs par les fonds propres S2 éligibles :

Ratio de couverture du Capital de Solvabilité Requis

(En millions d'euros)	2022	2021
Fonds propres S2 éligibles à la couverture du SCR	230	212
Capital de Solvabilité Requis	175	153
Ratio de couverture du Capital de Solvabilité Requis	132 %	138 %

Ratio de couverture du Minimum de Capital Requis

(En millions d'euros)	2022	2021
Fonds propres S2 éligibles à la couverture du MCR	179	151
Minimum de Capital Requis	44	38
Ratio de couverture du Minimum de Capital Requis	410 %	394 %

Déterminé à partir du bilan Solvabilité 2 au 31 décembre 2022, le SCR d'Oradéa Vie s'établit à 175 M€ à cette date, en hausse de 22 M€ par rapport au 31 décembre 2021. Le ratio de couverture du SCR par les fonds propres S2 éligibles atteint 132 %, en recul de 6 points par rapport à l'année précédente.

Le MCR s'élève à 44 M€ au 31 décembre 2022, en hausse de 6 M€ par rapport au 31 décembre 2021. Le ratio de couverture du MCR par les fonds propres S2 éligibles atteint 410 %, en hausse de 16 points par rapport à l'année précédente. Le ratio MCR (combiné) rapporté au SCR est de 25 % en 2022, comme en 2021.

2.2 DESCRIPTION DES PRINCIPES DE CALCUL DES EXIGENCES DE CAPITAL

2.2.1 Cadre général

Sous Solvabilité 2, le SCR représente l'exigence de capital requis. Il correspond au montant des fonds propres à détenir pour limiter

la probabilité de ruine à un an à 0,5 %. Le SCR est basé sur le profil de risque de la compagnie et est calculé à partir de la formule standard calibrée uniformément sur le marché européen. Il est calculé selon une approche modulaire qui consiste à soumettre le bilan économique à la survenance de risques portés par les éléments qui le composent et d'en mesurer l'effet sur les fonds propres. Pour tenir compte de la probabilité faible de réalisation simultanée de tous ces risques, la formule standard introduit des corrélations entre ces facteurs de risque et permet ainsi de constater des bénéfices de diversification.

Le modèle standard décompose les principaux risques répartis en modules :

- le risque de marché, représentant les risques impactant la valeur de marché des instruments financiers (actions, taux d'intérêts, risque de crédit, prix de l'immobilier, taux de change, etc.) ;
- les risques de souscription, provenant de l'incertitude liée à la mesure des engagements pris par l'assureur en vie, en santé et en non-vie ;
- le risque de contrepartie, lié au défaut potentiel des contreparties (réassurance notamment).

Les charges en capital correspondantes sont ensuite agrégées au moyen de matrices de corrélations fournies par le Règlement Délégué pour aboutir à une exigence en capital de base (BSCR). Un montant destiné à couvrir le risque opérationnel est ajouté à ce BSCR.

Le BSCR est atténué par deux effets qui permettent d'obtenir le SCR final : d'une part, la prise en compte de la capacité de la compagnie à transférer une partie de sa perte aux assurés via une moindre participation aux bénéfices que celle estimée avant les chocs (capacité d'absorption par la provision pour participation aux bénéfices) et d'autre part, l'imputation de la perte au résultat fiscal qui conduira à payer moins d'impôts dans le futur que ceux qui avaient été comptabilisés au bilan Solvabilité 2 (capacité d'absorption par les impôts différés notionnels).

Le MCR (Minimum de Capital Requis) correspond au minimum absolu de capital à détenir. Le MCR est calculé à partir de formules factorielles en distinguant les activités Vie et Non Vie. Il ne peut être inférieur à 25 % du SCR sans excéder 45 % du SCR.

2.2.2 Méthodes et options retenues pour le calcul du SCR

Oradéa Vie utilise la formule standard pour calculer son exigence en capital requis et estime que celle-ci est adaptée à son profil de risque. Oradéa Vie utilise spécifiquement les méthodes et options présentées dans le tableau suivant et permises par la réglementation.

VOLATILITY ADJUSTMENT	Le <i>volatility adjustment</i> est appliqué à la courbe des taux. Au 31/12/2022, il est donné par l'EIOPA, son niveau est de +0,19% (différence entre la courbe sans prime et la courbe avec prime), contre +0,03% à fin 2021.
CREDIT RISK ADJUSTMENT	Le <i>Credit Risk Adjustment</i> est appliqué à la courbe des taux. Au 31/12/2022, il est donné par l'EIOPA, son niveau est de -0,10%, comme à fin 2021.
CHOCs ACTIONS RETENUS	Le SCR action est calculé en application de la mesure transitoire « action ».
IMPÔTS DIFFÉRÉS NOTIONNELS	L'impôt différé notionnel est déterminé selon la méthode simplifiée. En l'absence d'écart substantiel sur les éléments du bilan économique, le taux d'IS courant de 25,83% est retenu. Ce taux est appliqué à la perte instantanée (SCR total net d'absorption par les provisions techniques). Le montant de cet impôt différé notionnel est obtenu en application de la convention d'intégration fiscale entre Oradéa Vie et la Société Générale qui prévoit que la Société Générale réalise un versement à Oradéa Vie à hauteur de l'économie fiscale transférée d'Oradéa Vie à la Société Générale.

2.2.3 Principes généraux de calcul du MCR

Le calcul du MCR est réalisé en appliquant la formule de calcul standard précisée par le Règlement Délégué. Le MCR de la compagnie correspond au montant le plus élevé entre le MCR combiné et le seuil plancher absolu de MCR fixé à 4 millions d'euros. Compte tenu du profil d'Oradéa Vie, le MCR combiné est retenu.

Le MCR combiné est déterminé à partir d'un calcul de MCR linéaire vie et non-vie. Le montant de MCR retenu ne peut toutefois être inférieur à 25% du SCR, ni supérieur à 45% du SCR.

Le calcul du MCR linéaire est composé du MCR linéaire non-vie et du MCR linéaire vie :

- Le MCR linéaire non-vie est obtenu en appliquant des facteurs (calibrés par l'EIOPA) aux *Best Estimates* nets de réassurance, par ligne d'activité, ainsi qu'aux primes émises dans le respect des règles relatives aux frontières des contrats. Dans le cas d'Oradéa Vie, le MCR linéaire non-vie est calculé uniquement sur les engagements relatifs aux garanties frais médicaux.

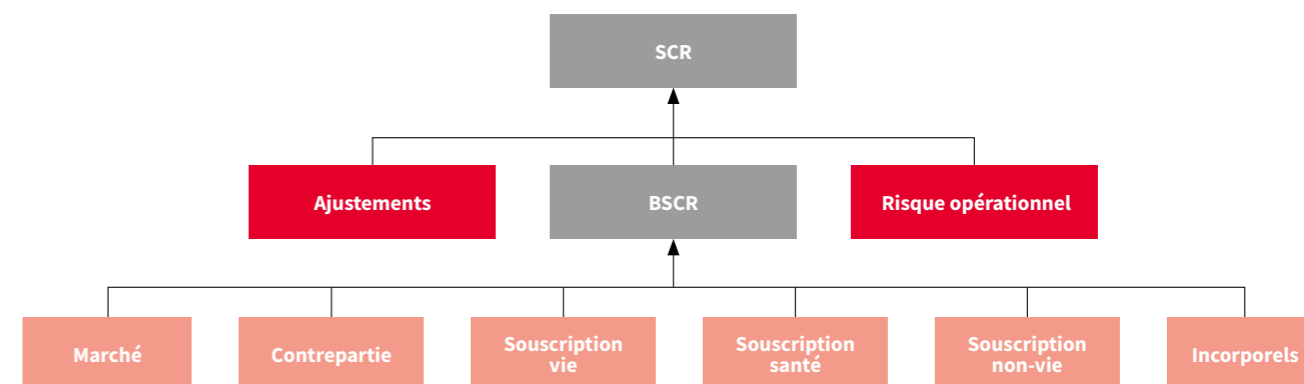
- Le MCR linéaire vie est obtenu en appliquant des facteurs (calibrés par l'EIOPA) aux *Best Estimates* nets de réassurance par ligne d'activité ainsi qu'aux capitaux sous-risque toutes lignes d'activité confondues.

2.3 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS PAR MODULES DE RISQUE

Cette section présente la décomposition du SCR d'Oradéa Vie par modules de risques de la formule standard ainsi que les contributions des provisions pour participation aux bénéficiaires et des impôts différés dans l'absorption des pertes.

Cette décomposition met en évidence les principaux risques auxquels Oradéa Vie est exposée dans le cadre de son activité, à savoir le risque de marché, et dans une moindre mesure le risque de souscription vie. Ces risques ont été décrits de manière détaillée dans la partie Profil de risques du présent rapport.

Le schéma ci-dessous décrit la structure de calcul du SCR et les grands modules de risque pris en compte dans la formule standard. Dans le cas d'Oradéa Vie, les modules de risque souscription non-vie et incorporels ne sont pas applicables.



Le tableau suivant présente la décomposition du SCR d'Oradéa Vie par module de risque au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 :

(En millions d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Capital de Solvabilité Requis net*		
Risque de marché	109	132
Risque de contrepartie	19	12
Risque de souscription vie	115	62
Risque de souscription santé	11	7
Diversification	-66	-47
Capital de solvabilité requis de base (net*)	188	166
Ajustement lié aux fonds cantonnés (RFF)	17	2
Risque opérationnel	31	39
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés	-61	-53
Capital de solvabilité requis	175	153

*Net de capacité d'absorption par les provisions techniques.

Le SCR d'Oradéa Vie calculé au 31 décembre 2022 s'établit à 175 M€, en hausse de 22 M€ par rapport au SCR calculé au 31 décembre 2021. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation du SCR de souscription vie, au travers du risque de rachats massifs qui s'accroît avec la hausse rapide des taux d'intérêt, et de la hausse de l'ajustement lié aux fonds cantonnés suite à la mise en place du cantonnement du PER au 31 décembre 2022. L'évolution des conditions de marché (hausse des taux et baisse des marchés actions) par rapport à fin 2021 conduit à la baisse du SCR de marché.

2.4 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

Le tableau ci-dessous détaille les montants du MCR d'Oradéa Vie à fin 2022 et à fin 2021 calculés en appliquant la formule du MCR combiné :

- Le MCR linéaire résultant des engagements vie et non-vie ressort à 17 M€ à fin 2022, équivalent à 10% du SCR, contre un montant de 16 M€ à fin 2021.
- Compte tenu du seuil minimal de MCR à 25% du SCR, le MCR retenu correspond à ce seuil, en 2022 comme en 2021.

(En millions d'euros)	2022	2021
Minimum de Capital Requis Linéaire	17	16
MCR linéaire vie	17	16
MCR linéaire non-vie	0	0
Plancher de 25% du SCR	44	38
Plafond de 45% du SCR	79	69
Minimum de Capital Requis	44	38

3 - UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Le sous-module « risque sur actions » n'est pas utilisé par Oradéa Vie.

4 - DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

Non applicable car Oradéa Vie utilise la formule standard.

5 - NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Non applicable car Oradéa Vie respecte les exigences en capital. Le dispositif de surveillance du ratio de couverture des exigences en capital est décrit en Section 3.2.2 dans la partie dédiée au système de gouvernance.

6 - AUTRES INFORMATIONS

Toutes les informations importantes relatives à la gestion du capital ont été présentées dans les paragraphes précédents.

ANNEXE

1 - TABLE DE CORRESPONDANCE ENTRE LES PRODUITS COMMERCIALISÉS PAR ORADÉA VIE ET LES LIGNES D'ACTIVITÉ PRÉVUES PAR LA DIRECTIVE SOLVABILITÉ 2

	N1	L17	L18	L19	L22	L23	L24
	Frais médicaux	Assurance avec PB	Contrats en UC	Autres contrats d'assurance Vie	Réassurance Vie	Assurance Santé	Réassurance Santé
Assurance vie épargne		x (euro)	x (UC)				
		x (euro)	x (UC)				
				x			
	x					x	
Prévoyance				x (décès)	x (décès)	x (IT/IP)	
					x		x

ÉTATS QUANTITATIFS ANNUELS

1. ÉTAT S.02.01.02 - BILAN SOLVABILITÉ 2

Actifs	Valeur Solvabilité II	
		C0010
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	-
Actifs d'impôts différés	R0040	-
Excédent du régime de retraite	R0050	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	-
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	283 174 662
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	-
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	-
Actions	R0100	2 448 275
Actions – cotées	R0110	1 119 986
Actions – non cotées	R0120	1 328 288
Obligations	R0130	227 558 133
Obligations d'État	R0140	138 569 374
Obligations d'entreprise	R0150	86 696 981
Titres structurés	R0160	2 291 777
Titres garantis	R0170	-
Organismes de placement collectif	R0180	40 711 806
Produits dérivés	R0190	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	12 456 448
Autres investissements	R0210	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	4 204 969 788
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	15 012 168
Avances sur police	R0240	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	15 012 168
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	3 234 454 913
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	-
Non-vie hors santé	R0290	-
Santé similaire à la non-vie	R0300	-
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	3 234 454 913
Santé similaire à la vie	R0320	5 686 881
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	3 228 768 032
Vie UC et indexés	R0340	-
Dépôts auprès des cédantes	R0350	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	22 087 715
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	0
Autres créances (hors assurance)	R0380	7 940 430
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	135 022 816
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	22 257 073
Total de l'actif	R0500	7 924 919 565

Passifs	Valeur Solvabilité II	
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	386 170
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	-
Meilleure estimation	R0540	-
Marge de risque	R0550	-
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	386 170
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	-
Meilleure estimation	R0580	386 170
Marge de risque	R0590	-
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	3 494 071 192
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	31 577 084
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	-
Meilleure estimation	R0630	26 696 561
Marge de risque	R0640	4 880 523
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	3 462 494 109
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	-
Meilleure estimation	R0670	3 427 534 744
Marge de risque	R0680	34 959 365
Provisions techniques UC et indexés	R0690	4 124 886 506
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	-
Meilleure estimation	R0710	4 069 968 646
Marge de risque	R0720	54 917 860
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	-
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	-
Provisions pour retraite	R0760	-
Dépôts des réassureurs	R0770	762 637
Passifs d'impôts différés	R0780	25 050 544
Produits dérivés	R0790	-
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	3 458 433
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	22 496 239
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	3 352 072
Autres dettes (hors assurance)	R0840	20 102 398
Passifs subordonnés	R0850	76 528 813
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	76 528 813
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	20 371
Total du passif	R0900	7 771 115 376
Excédent d'actif sur passif	R1000	153 804 190

2. ÉTAT S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)							Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)		Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total	
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport		Biens
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises																	
Brut – assurance directe	R0110	2 458 259	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 458 259
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130												-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0140	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0200	2 458 259	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 458 259
Primes acquises																	
Brut – assurance directe	R0210	2 458 259	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 458 259
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230												-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0240	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0300	2 458 259	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 458 259
Charge des sinistres																	
Brut – assurance directe	R0310	2 246 896	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 246 896
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330												-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0340	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0400	2 246 896	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 246 896
Variation des autres provisions techniques																	
Brut – assurance directe	R0410	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430												-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R0550	154 989	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	154 989
Autres dépenses	R1200																-
Total des dépenses	R1300																154 989

2. ÉTAT S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ (SUITE)

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie				Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie		Engagements de réassurance vie		Total	
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	Total	
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300	
Primes émises										
Brut	R1410	9 415 533	709 175 462	1 036 879 883	14 184 216	-	-	5 728 300	19 902 201	1 795 285 596
Part des réassureurs	R1420	456 310	1 000 220 303	-	551 696	-	-	-	-	1 001 228 308
Net	R1500	8 959 224	-291 044 841	1 036 879 883	13 632 520	-	-	5 728 300	19 902 201	794 057 287
Primes acquises										
Brut	R1510	9 341 160	709 175 462	1 036 879 883	14 184 216	-	-	5 728 300	19 902 201	1 795 211 223
Part des réassureurs	R1520	396 811	1 000 220 303	-	551 696	-	-	-	-	1 001 168 810
Net	R1600	8 944 349	-291 044 841	1 036 879 883	13 632 520	-	-	5 728 300	19 902 201	794 042 413
Charge des sinistres										
Brut	R1610	5 711 472	332 680 299	212 644 555	6 425 422	-	-	-10 275 185	408 012	547 594 575
Part des réassureurs	R1620	308 570	727 919 019	-	529 756	-	-	-	-	728 757 345
Net	R1700	5 402 902	-395 238 720	212 644 555	5 895 666	-	-	-10 275 185	408 012	-181 162 770
Variation des autres provisions techniques										
Brut	R1710	-12 052	377 211 237	427 688 377	-	-	-	-	-	804 887 562
Part des réassureurs	R1720	-9 642	349 962 797	-	-	-	-	-	-	349 953 155
Net	R1800	-2 410	27 248 440	427 688 377	-	-	-	-	-	454 934 407
Dépenses engagées	R1900	5 542 364	19 926 154	47 692 685	3 764 948	-	-	3 095 087	10 869 524	90 890 763
Autres dépenses	R2500									217 576
Total des dépenses	R2600									91 108 339

3. ÉTAT S.05.02.01 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR PAYS

	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine	
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050		C0060
	R0010							
		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140
Primes émises								
Brut – assurance directe	R0110	2 458 259						2 458 259
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-						-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	-						-
Part des réassureurs	R0140	-						-
Net	R0200	2 458 259						2 458 259
Primes acquises								
Brut – assurance directe	R0210	2 458 259						2 458 259
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-						-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	-						-
Part des réassureurs	R0240	-						-
Net	R0300	2 458 259						2 458 259
Charge des sinistres								
Brut – assurance directe	R0310	2 246 896						2 246 896
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-						-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	-						-
Part des réassureurs	R0340	-						-
Net	R0400	2 246 896						2 246 896
Variation des autres provisions techniques								
Brut – assurance directe	R0410	-						-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-						-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	-						-
Part des réassureurs	R0440	-						-
Net	R0500	-						-
Dépenses engagées	R0550	154 989						154 989
Autres dépenses	R1200							-
Total des dépenses	R1300							15 4 989

	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine	
		C0150	C0160	C0170	C0180	C0190		C0200
	R1400							
		C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280
Primes émises								
Brut	R1410	1 795 285 596						1 795 285 596
Part des réassureurs	R1420	1 001 228 308						1 001 228 308
Net	R1500	794 057 287						794 057 287
Primes acquises								
Brut	R1510	1 795 211 223						1 795 211 223
Part des réassureurs	R1520	1 001 168 810						1 001 168 810
Net	R1600	794 042 413						794 042 413
Charge des sinistres								
Brut	R1610	547 594 575						547 594 575
Part des réassureurs	R1620	728 757 345						728 757 345
Net	R1700	-181 162 770						-181 162 770
Variation des autres provisions techniques								
Brut	R1710	804 887 562						804 887 562
Part des réassureurs	R1720	349 953 155						349 953 155
Net	R1800	454 934 407						454 934 407
Dépenses engagées	R1900	90 890 763						90 890 763
Autres dépenses	R2500							217 576
Total des dépenses	R2600							91 108 339

4. ÉTAT S.12.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES VIE ET SANTÉ SLT

		Assurance indexée et en unités de compte				Autres assurances vie			Assurance santé (assurance directe)							Total (santé similaire à la vie)	
		Assurance avec participation aux bénéfices	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)			
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-			-			-	-	-	-		-	-	-	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contre-partie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	-	-			-			-	-	-	-		-	-	-	
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																	
Meilleure estimation																	
Meilleure estimation brute	R0030	3 402 621 715		-	4 069 968 646		705 385	-	-	24 207 644	7 497 503 390		19 981 877	-	-	6 714 684	26 696 561
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	3 227 491 991		-	-		1 276 041	-	-	-	3 228 768 032		5 686 881	-	-	-	5 686 881
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total	R0090	175 129 725		-	4 069 968 646		570 657	-	-	24 207 644	4 268 735 358		14 294 996	-	-	6 714 684	21 009 680
Marge de risque	R0100	32 998 137	54 917 860			1 961 228			-	-	89 877 225	-		-	4 880 523	4 880 523	
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	-	-			-			-	-	-	-		-	-	-	
Meilleure estimation	R0120	-	-			-			-	-	-	-		-	-	-	
Marge de risque	R0130	-	-			-			-	-	-	-		-	-	-	
Provisions techniques – Total	R0200	3 435 619 853	4 124 886 506			2 666 612			-	24 207 644	7 587 380 615	19 981 877		-	11 595 207	31 577 084	

5. ÉTAT S.17.01.02 PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée						Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée						Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie C0180
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/ des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																	
Meilleure estimation																	
Provisions pour primes																	
Brut	R0060	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres																	
Brut	R0160	386 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	386 170
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	386 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	386 170
Total meilleure estimation – brut	R0260	386 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	386 170
Total meilleure estimation – net	R0270	386 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	386 170
Marge de risque	R0280	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total																	
Provisions techniques – Total	R0320	386 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	386 170
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – Total	R0330	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	386 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	386 170

6. ÉTAT S.19.01.21 SINISTRES EN NON-VIE

Total activités non-vie

Année d'accident/ année de souscription	Z0010	AY
--	-------	----

Sinistres payés bruts (non cumulés)

(valeur absolue)

	Année	Année de développement												
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110		
Précédente	R0100													
N-9	R0160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-8	R0170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-7	R0180	535 013	87 504	2 240	566	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-6	R0190	560 549	80 264	2 625	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-5	R0200	504 863	60 630	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-4	R0210	484 388	62 660	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-3	R0220	1 442 662	329 997	-	843	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-2	R0230	1 420 606	327 892	5 785	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-1	R0240	1 411 543	445 296	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N	R0250	1 703 618	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

(valeur absolue)

	Année	Année de développement												
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +		
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300		
Précédente	R0100													
N-9	R0160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-8	R0170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-7	R0180	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-6	R0190	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-5	R0200	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-4	R0210	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-3	R0220	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-2	R0230	858 377	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N-1	R0240	594 304	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N	R0250	392 615	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

		Année en cours	Somme des années (Cumulés)
		C0170	C0180
R0100		-	-
R0160		-	-
R0170		-	-
R0180		-	625 323
R0190		-	643 438
R0200		-	565 493
R0210		-	547 048
R0220		843	1 773 502
R0230		5 785	1 754 283
R0240		445 296	1 856 839
R0250		1 703 618	1 703 618
Total	R0260	2 155 542	9 469 544

		Fin d'année (données actualisées)
		C0360
R0100		0
R0160		0
R0170		0
R0180		0
R0190		0
R0200		0
R0210		0
R0220		0
R0230		0
R0240		0
R0250		386 170
Total	R0260	386 170

7. ÉTAT S.22.01.21 IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	7 619 343 869	-	-	19 628 976	-
Fonds propres de base	R0020	230 333 002	-	-	-5 855 689	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	230 333 002	-	-	-5 855 689	-
Capital de solvabilité requis	R0090	174 967 219	-	-	-6 920 788	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	179 421 789	-	-	-6 201 728	-
Minimum de capital requis	R0110	43 741 805	-	-	-1 730 197	-

8. ÉTAT S.23.01.22 FONDS PROPRES

		Total C0010	Niveau 1 non restreint C0020	Niveau 1 restreint C0030	Niveau 2 C0040	Niveau 3 C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	26 704 256	26 704 256	-	-	-
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	-	-	-	-	-
Fond initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	-	-	-	-	-
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	-	-	-	-	-
Fonds excédentaires	R0070	26 115 539	26 115 539	-	-	-
Actions de préférence	R0090	-	-	-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	-	-	-	-	-
Réserve de réconciliation	R0130	100 984 395	100 984 395	-	-	-
Passifs subordonnés	R0140	76 528 813	-	16 869 239	59 659 574	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	-	-	-	-	-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés <i>supra</i>	R0180	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2	R0220	-	-	-	-	-
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	R0290	230 333 002	153 804 190	16 869 239	59 659 574	-
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300	-	-	-	-	-
Fond initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	-	-	-	-	-
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320	-	-	-	-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	-	-	-	-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	-	-	-	-	-
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	-	-	-	-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	-	-	-	-	-
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	-	-	-	-	-
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	-	-	-	-	-

8. ÉTAT S.23.01.22 FONDS PROPRES (SUITE)

	Total	Niveau 1 non restreint	Niveau 1 restreint	Niveau 2	Niveau 3
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Total fonds propres auxiliaires	R0400	-		-	-
Fonds propres éligibles et disponibles					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	230 333 002	153 804 190	16 869 239	59 659 574
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	230 333 002	153 804 190	16 869 239	59 659 574
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	230 333 002	153 804 190	16 869 239	59 659 574
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	179 421 789	153 804 190	16 869 239	8 748 361
Capital de solvabilité requis	R0580	174 967 219			
Minimum de capital requis	R0600	43 741 805			
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	1,316			
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	4,102			
		C0060			
Réserve de réconciliation					
Excédent d'actif sur passif	R0700	153 804 190			
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	-			
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	-			
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	52 819 795			
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	-			
Réserve de réconciliation	R0760	100 984 395			
Bénéfices attendus					
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	17 679 648			
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	-			
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	17 679 648			

9. ÉTAT S.25.01.21 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD

	Capital de solvabilité requis brut	PPE	Simplifications
	C0110	C0090	C0180
Risque de marché	R0010	489 222 777	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	19 495 635	
Risque de souscription en vie	R0030	281 512 413	
Risque de souscription en santé	R0040	10 685 283	
Risque de souscription en non-vie	R0050	0	
Diversification	R0060	-168 714 821	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	632 201 288	

Calcul du capital de solvabilité requis

	C0100	
Risque opérationnel	R0130	30 901 940
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-444 399 047
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-60 933 036
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	174 967 219
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0
Capital de solvabilité requis	R0220	174 967 219
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	212 543 025
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	23 357 230
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	0
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0

Approche par le taux moyen d'impôt

	C0109	
Approche par le taux moyen d'impôt	R0590	oui
		C0130
Capacité absorption de l'ID	R0640	-60 933 036
LAC ID - reversion des IDP	R0650	-25 050 544
LAC ID - marges futures taxables	R0660	-35 882 492
LAC ID <i>carry back</i> de l'exercice	R0670	0
LAC ID <i>carry back</i> des exercices futurs	R0680	0
Maximum LAC ID	R0690	-60 933 036

10. ÉTAT S.28.01.01 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) - ACTIVITÉ D'ASSURANCE OU DE RÉASSURANCE VIE UNIQUEMENT

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et réassurance non-vie

		C0010		
Résultat MCR _{NL}	R0010	18 150	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
			C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020		386 170	-
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		-	-
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		-	-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		-	-
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		-	-
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		-	-
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		-	-
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		-	-
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		-	-
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		-	-
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		-	-
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		-	-
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		-	-
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		-	-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		-	-
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		-	-

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040		
Résultat MCR _L	R0200	17 222 724	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	
			C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéficiaires – Prestations garanties	R0210		0	
Engagements avec participation aux bénéficiaires – Prestations discrétionnaires futures	R0220		464 874 935	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230		4 069 968 646	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240		44 646 667	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250			17 098 371 815

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	17 240 874
Capital de solvabilité requis	R0310	174 967 219
Plafond du MCR	R0320	78 735 248
Plancher du MCR	R0330	43 741 805
MCR combiné	R0340	43 741 805
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000 000
		C0070
Minimum de capital requis	R0400	43 741 805

ORADÉA VIE

SIÈGE SOCIAL : Tour D2 - 17 bis, place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex

Crédits photos : iStock by Getty Images.


Réalisation : J&P

Impression : ce document a été réalisé en France par l'Imprimerie Sprint, certifiée Imprim'Vert et sur un papier issu de forêts gérées durablement.



RETROUVEZ-NOUS SUR

 Société Générale Assurances

 @SG_Assurances

assurances.societegenerale.com